



COST 298 : « Participation in the Broadband Society »

## Diasporas et TIC : la territorialité en question

L'exemple de la communauté des Albanais du Kosovo en Suisse

Rapport final

Décembre 2009





Communauté d'études pour l'aménagement du territoire

EPFL ENAC INTER CEAT • BP • Station 16 • 1015 Lausanne • tél. 021 693 41 65 • fax 021 693 41 54 • <http://ceat.epfl.ch>

32.120.07 / SN-LV

COST 298 : « Participation in the Broadband Society »

## Diasporas et TIC : la territorialité en question

L'exemple de la communauté des Albanais du Kosovo en Suisse

---

Rapport final

Sophie Noirjean, géographe

Luc Vodoz, politologue

Décembre 2009

## *Remerciements*

Nous remercions le Secrétariat d'Etat à la recherche (SER, Berne), qui a co-financé la recherche dont ce rapport est issu, dans le cadre du réseau européen de recherche COST 298.

Nous remercions également toutes les personnes qui nous accordé un entretien, en dépit de leur emploi du temps parfois chargé.

## *Impressum*

Référencement recommandé : NOIRJEAN Sophie, VODOZ Luc 2009, *Diasporas et TIC : la territorialité en question. L'exemple de la communauté des Albanais du Kosovo en Suisse. Rapport final.* Lausanne : CEAT, 54 p. [recherche menée dans le cadre de l'Action européenne COST 298].

Mandant : CEAT-EPFL.

Cofinancement : Secrétariat d'Etat à la recherche (SER), Berne, Suisse.

Equipe de projet : Sophie Noirjean et Luc Vodoz, Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT), Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

Commande du document :

EPFL ENAC INTER CEAT  
BP - Station 16  
CH-1015 Lausanne

Tél. +41 (0)21 693 41 65 • fax +41 (0)21 693 41 54 • [secretariat.ceat@epfl.ch](mailto:secretariat.ceat@epfl.ch) • <http://ceat.epfl.ch>

# Table des matières

<b>RÉSUMÉ</b>	<b>3</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
1.1 Contexte	4
1.2 <b>Objet d'étude</b>	<b>4</b>
<b>2. CONCEPTS ET PROBLÉMATIQUE .....</b>	<b>6</b>
<b>2.1 Diasporas</b>	<b>6</b>
2.1.1 Historique d'un concept	6
2.1.2 Les contours d'une diaspora	7
<b>2.2 Territorialité : définitions et articulations</b>	<b>9</b>
2.2.1 Le lien social et ses dimensions : l'approche sociologique	9
2.2.2 Territoire, territorialité et réseaux	11
2.2.3 Synthèse : la triple territorialité des diasporas	13
<b>2.3 L'importance des TIC dans les diasporas</b>	<b>14</b>
<b>3. OBJECTIFS, HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>17</b>
3.1 <b>Objectifs</b>	<b>17</b>
3.2 <b>Hypothèses</b>	<b>17</b>
3.3 <b>Méthodologie et déroulement des travaux</b>	<b>19</b>
<b>4. LA DIASPORA KOSOVARE EN SUISSE .....</b>	<b>22</b>
4.1 <b>Aperçu de la « question du Kosovo »</b>	<b>22</b>
4.2 <b>Les rapports entre le Kosovo et la Suisse</b>	<b>23</b>
<b>5. RÉSULTATS : L'UTILISATION DES TIC PAR LA DIASPORA KOSOVARE ..</b>	<b>24</b>
<b>5.1 Les Kosovars en tant que diaspora ou le sentiment d'appartenance</b>	<b>24</b>
<b>5.2 L'utilisation des TIC selon les espaces de référence</b>	<b>26</b>
5.2.1 Espace de référence Suisse : les relations « de voisinage »	26
5.2.2 Espace de référence « diaspora » : les réseaux par delà des frontières	29
5.2.3 Espace de référence « Kosovo » : la terre d'origine	32

<b>5.3</b>	<b>La position des non-utilisateurs : exclusion, recherche de relais ?</b>	<b>34</b>
<b>5.4</b>	<b>L'influence des TIC sur la triple territorialité</b>	<b>35</b>
<b>5.5</b>	<b>Les usages particuliers des Kosovars sur Internet</b>	<b>38</b>
<b>6.</b>	<b>SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS .....</b>	<b>41</b>
<b>6.1</b>	<b>Retour aux hypothèses</b>	<b>41</b>
	Hypothèse 1 : l'influence d'Internet sur le lien social	41
	Hypothèse 2 : l'influence d'Internet s'exprime différemment selon l'espace considéré	41
	Hypothèse 3 : les usages spécifiques des TIC	42
<b>6.2</b>	<b>Internet et territorialité : enseignements appliqués à la diaspora kosovare</b>	<b>42</b>
	<b>ANNEXE : LA DIASPORA KOSOVARE, CONTEXTE HISTORIQUE .....</b>	<b>45</b>
	1. Perspective historique de la « question » du Kosovo	45
	2. Le Kosovo et la Suisse	49
	<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>51</b>

## RÉSUMÉ

Cette recherche s'inscrit dans le cadre des travaux du *Working Group 2 «Humans as e-Actors»* de l'Action COST 298 (programme européen de recherche dont le thème est « *Participation in the Broadband Society* »), et plus particulièrement dans la thématique portant sur les diasporas. L'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les diasporas constitue un champ d'investigation intéressant dans la mesure où les besoins et les pratiques de communication de ces communautés expatriées sont non seulement importants, mais prennent également des formes particulières et multiples : fonctionnement en réseau ; relations au sein de la diaspora mais également avec les membres de la communauté demeurés au pays ; production culturelle, relations économiques et engagement politique spécifiques, etc.

Pour cerner et analyser l'impact de l'usage des TIC – et d'Internet en particulier – sur la manière dont les membres de diasporas implantées en Suisse sont en contact avec leur environnement, qu'il s'agisse du pays d'accueil, du réseau formé par les autres membres de la diaspora ici et ailleurs, ou des relations qui subsistent avec le pays d'origine, nous nous appuyons sur la notion de territorialité. Celle-ci renvoie, d'une part, aux usages qu'ont les individus et groupes sociaux des espaces (réels et virtuels), aux relations sociales, professionnelles, politiques, économiques qu'ils y tissent – on parle dans ce cas d'appropriation réelle de l'espace – et, d'autre part, aux représentations sociales que ces groupes se forgent à l'égard de ces mêmes espaces – il s'agit ici d'une appropriation symbolique de l'espace. Ces deux dimensions nous ont permis d'aborder le quotidien des membres d'une diaspora, de sorte à évaluer l'importance d'Internet dans le maintien / la création de liens sociaux. Nous nous sommes penchés sur l'exemple de la communauté des Albanais du Kosovo en Suisse.

Il ressort de l'étude de cas que l'influence d'Internet se manifeste particulièrement dans les relations interpersonnelles, dans une moindre mesure dans les champs associatif, politique ou professionnel. Cette influence est par ailleurs plus significative dans les relations avec les compatriotes restés au Kosovo ou exilés ailleurs (diaspora), que dans les relations « locales ». Cependant, contrairement à d'autres diasporas qui voient leur centre de gravité se déplacer du territoire d'origine vers des pôles ancrés dans la diaspora, les Albanais du Kosovo établis en Suisse présentent la particularité de maintenir l'essentiel de leurs relations vers leur pays d'origine : c'est là que leur territorialité, définie par la nature et l'ampleur des liens sociaux, semble demeurer la plus intense. Ainsi, l'aspect « communautaire » que l'on avait supposé être porté par l'utilisation d'Internet est relégué au second plan, puisque l'essentiel des relations se fait directement de la Suisse vers le Kosovo, sans passer par la diaspora ni concerner celle-ci au premier chef. On en déduit que c'est l'accessibilité même à Internet qui permet de maintenir de telles relations intenses avec le Kosovo, restreignant par là même le développement des relations en réseau au sein de la diaspora.

D'un point de vue méthodologique, la présente recherche articule réflexions théoriques et travaux de terrain. Après un approfondissement de la problématique, une bonne vingtaine d'entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de personnes ressources et de membres de la diaspora albanaise du Kosovo. Le contenu des discours a été analysé dans une perspective comparative: selon les dimensions du lien social, selon les espaces de référence considérés ainsi que dans une perspective avec/sans Internet.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Contexte

Le présent rapport a été réalisé dans le cadre du programme de recherche Action COST 298 « *Participation in the broadband society* ». L'objectif général de l'Action COST 298 est de réunir des nouvelles connaissances sur la créativité des usagers des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de faciliter leur diffusion dans la société de l'information « à large bande », tout en développant la coopération interdisciplinaire.

Ce projet de recherche s'inscrit dans les travaux du *Working Group 2 «Humans as e-Actors»*, qui cherche à identifier les caractéristiques spécifiques de la participation à cette société de l'information. Le terme d'« acteur » souligne la perspective selon laquelle l'humain joue un rôle déterminant dans l'expérience et le développement des TIC. Etant donné les processus de migration toujours plus importants au sein de l'Europe, il est de plus en plus important de se questionner sur la manière dont les diasporas entretiennent des relations avec leur communauté d'accueil ainsi qu'avec leur culture d'origine par le biais des technologies de l'information et de la communication : il en va des enjeux de cohésion sociale.

### 1.2 Objet d'étude

*Remarque liminaire : Albanais du Kosovo ou Kosovars ?*

*Notre étude de cas porte sur les Albanais du Kosovo, qui constituent le groupe de nos interlocuteurs pour le travail de terrain de cette recherche. Cependant, pour des raisons de commodité, nous avons choisi d'utiliser l'appellation plus générale de « Kosovars », pour les habitants du nouvel Etat du Kosovo. Ce dernier est peuplé en majorité d'Albanais du Kosovo et en minorité de Serbes du Kosovo. L'utilisation du terme « Kosovars » nous permet ainsi d'atténuer une perspective ethnique parfois sujette à caution (nous gardons bien entendu la dénomination « Albanais du Kosovo » dans le chapitre 4 sur la « question » du Kosovo).*

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), émanation symptomatique de la société dite post-moderne, modifient profondément le rapport des hommes à l'espace-temps: Internet, notamment, permet d'« être » partout et en tout temps à la fois.

L'accès à ces technologies ainsi que leur maîtrise ne sont pas les mêmes pour tout le monde, que l'on soit plus ou moins âgé, plus ou moins intégré dans la société dans laquelle on réside, ou selon son origine.

Nous nous penchons ici sur une frange particulière de la population, celle constituant une diaspora. Une diaspora est à comprendre comme une population immigrée dispersée au-delà des formes classiques du territoire, définies par des frontières politiques, physiques, institutionnelles.

Cette population dispersée maintient pourtant des relations entre ses membres, des relations qui lui permettront de conserver un sentiment d'appartenance fort à son pays ou sa région d'origine. Ces relations constituent un réseau, qui peut être matériel, formé de déplacements concrets, de voyages,

d'échanges de courrier, etc., ou virtuel : celui que forme Internet. Nous supposons que la manière d'utiliser Internet est liée au caractère dispersé des diasporas.

Ce ne sont pas les technologies en tant que telles qui nous intéressent mais leur capacité à faire émerger de nouvelles pratiques, de nouveaux liens, de nouvelles manières de « vivre » les territoires.

Pour déterminer dans quelle mesure Internet influence la manière dont les membres d'une diaspora entrent en contact avec leur environnement – nous avons pris l'exemple des Kosovars en Suisse - qu'il s'agisse du pays d'accueil, du réseau formé par les autres membres de la diaspora ou des relations qui subsistent avec le pays d'origine, nous nous appuyerons sur la notion de territorialité. Celle-ci renvoie, d'une part, aux usages qu'ont les individus et groupes sociaux des espaces (réels et virtuels), aux relations sociales, professionnelles, politiques, économiques qu'ils y tissent – on parle dans ce cas d'appropriation réelle de l'espace – et, d'autre part, aux représentations sociales que ces groupes se forgent à l'égard de ces mêmes espaces – il s'agit ici d'une appropriation symbolique de l'espace. Ces deux dimensions nous permettront d'aborder le quotidien des membres des diasporas et de voir dans quelle mesure et de quelle manière l'usage des TIC transforme les pratiques dans ces domaines.

## 2. CONCEPTS ET PROBLÉMATIQUE

### 2.1 Diasporas

« Aujourd’hui, le mot « diaspora » fabrique et donne du sens à du lien entre des gens en tissant des fils d’Ariane sur des dizaines de milliers de kilomètres, comme une lumière familière dans le labyrinthe des autres »

Stéphane Dufoix, 2003

Depuis une vingtaine d’années, la notion de diaspora alimente une multitude d’études. Nous y voyons deux raisons majeures : d’une part, les migrations internationales se sont intensifiées dans le monde, notamment du sud au nord ou avec l’extension de l’Europe vers l’est. L’affaiblissement de l’Etat-nation et les processus de mondialisation en œuvre achèvent de produire des populations que nous qualifierons de « hors sol » : pourvues de caractéristiques culturelles, religieuses ou sociales typiques à un pays, une culture ou à un peuple et pourtant résidant à l’extérieur de l’espace accueillant traditionnellement ces caractéristiques. D’autre part, la notion même de diaspora, issue des sciences sociales, s’est étendue dans les médias et dans le langage courant. Autrefois réservée à la dispersion de certaines populations dans le monde, son usage s’est tellement généralisé que le terme « diaspora » tend à s’appliquer à toute forme de migration internationale, voire même infranationale<sup>1</sup>.

Sans vouloir rentrer dans une analyse sociolinguistique du terme<sup>2</sup> qui viserait à savoir si l’emploi du mot est galvaudé ou non, nous allons toutefois chercher à cerner les caractéristiques d’une diaspora. Nous nous appuyerons pour ce faire sur les travaux scientifiques les plus récents traitant de la question, notamment sur les écrits de Michel Bruneau (2004), Stéphane Dufoix (2003), Michel Bruneau, William Berthomière et Christine Chivallon (2006).

Sur cette base, nous allons ci-dessous tenter de tracer les contours du concept de diaspora tel que nous l’entendons dans cette étude.

#### 2.1.1 Historique d’un concept

Le mot « diaspora » vient du grec *diaspeirein*, qui signifie « disséminer » et s’applique à une population : la population dispersée. A l’origine, le mot est utilisé essentiellement pour décrire la population juive. La Diaspora juive fait office de modèle, d’archétype. Puis le terme diaspora s’applique à d’autres populations en exil qui, comme le peuple juif, ont existé dans la durée et ont connu « une grande catastrophe » au XX<sup>e</sup> siècle: les diasporas grecques, arméniennes. On qualifie ce type de diasporas de « classiques », en ceci qu’elles sont cristallisées, durcies, centrées sur une identité communautaire forte, par opposition aux diasporas encore fluides, plus récentes et en voie de constitution (Bruneau, 2004 : 2).

Le terme « diaspora » s’est ainsi peu à peu appliqué à de nombreuses populations dispersées, fruit de l’émigration d’un pays d’origine (ou « foyer émetteur ») comme les Chinois, les Indiens, les Sikhs, les

---

<sup>1</sup> Nous pensons ici au terme de « diaspora valaisanne à Genève », parfois entendu en tant qu’auto-proclamation.

<sup>2</sup> Dans cette perspective, nous renvoyons à Stéphane Dufoix (2005).

Dominicains, les Palestiniens, les Tchétchènes, les Kurdes, etc. Parallèlement, l'utilisation du terme a connu un intérêt sans précédent. Cette popularisation récente est à rechercher dans plusieurs facteurs (Bruneau, Berthomière et Chivallon, 2006) dont, notamment :

- la valorisation du terme liée à l'importance et à la visibilité de la diaspora juive, à laquelle la fondation d'Israël a donné une résonance particulière ;
- le contexte de montée des nationalismes et la volonté de plusieurs peuples de fonder leur propre Etat (notamment suite à l'effondrement du bloc communiste) ;
- dès le milieu des années 1980, l'idée du monde global et de la mondialisation commence à s'imposer et, avec elle, l'idée de réseau par delà les frontières nationales. La diaspora peut ainsi constituer une matérialisation de ce réseau et perd sa connotation « négative » due à sa définition « en creux » (peuplement dispersé faute de territoire commun) ;
- avec l'avènement simultané des TIC et notamment d'Internet, la diaspora cristallise en quelque sorte les attributs du monde contemporain ;
- enfin, de manière générale et comme conséquence de ces deux derniers points, une des spécificités de la société postmoderne est précisément son caractère toujours plus abstrait, complexe, instable mais aussi dynamique, fluide, hétérogène, autant de caractéristiques en phase avec l'idée de diaspora.

En conséquence, le terme de diaspora est utilisé aussi bien par les chercheurs en sciences sociales, les media que les membres des diasporas eux-mêmes. Selon Pierre Centlivres, « les diasporas (...) représentent en réalité les figures d'une nouvelle normalité constituante de la modernité » (in Berthomière et Chivallon 2006 : 33).

Ainsi nous ne voulons ni ne pouvons prétendre offrir une photographie nette de ce terme qui décrit à la fois un processus et son résultat, en revanche nous estimons nécessaire d'offrir un tour d'horizon, modeste et certainement non exhaustif, des principales définitions de la diaspora et des critères évoqués par les principaux auteurs qui se sont penchés sur la question.

### **2.1.2 Les contours d'une diaspora**

Le phénomène de diaspora doit être appréhendé selon une triple lecture de l'espace ou des espaces considérés. Dans le pays d'accueil, c'est le lien communautaire qui joue un rôle essentiel ; le pays d'origine exerce sa force d'attraction à travers la mémoire collective ; enfin, les différents lieux de dispersion sont reliés entre eux par un système spécifique de relations. Nous appuyant sur la littérature à disposition, nous pouvons affirmer que c'est l'accent mis sur l'un ou l'autre de ces espaces qui va conditionner les différentes approches et, de là, les différentes définitions d'une diaspora : ainsi, par exemple, les chercheurs ayant comme objet l'Arménie tendront assez naturellement à mettre l'accent sur l'espace constitué du territoire ancestral « perdu », en tant qu'espace symbolique. C'est la théorie « centre-périphérie » critiquée par Lenoir-Achdjian (2004), selon laquelle le pays d'origine représente le centre. En revanche, pour qui s'intéresse à la diaspora chinoise, l'élément déterminant se situe dans les relations que tissent entre les Chinois disséminés à travers le monde, donc dans l'analyse du système spécifique des relations.

C'est encore une fois l'objet d'étude qui va rendre l'auteur plus ou moins sensible à tel critère (par exemple, à l'absence d'Etat comme pays d'origine pour qui étudie la diaspora kurde, l'importance des réseaux commerciaux pour qui étudie la diaspora chinoise, etc.).

Des différents critères proposés par la plupart des auteurs, Michel Bruneau (2005 : 24) en retient quatre :

- la dispersion de la population dans plusieurs lieux, et en tout cas dans plus d'un seul territoire non immédiatement voisin du territoire d'origine, sous la contrainte (désastre, catastrophe, famine, grande pauvreté – à quoi nous ajoutons : situations de conflit armé, perte de souveraineté politique) ;
- le choix des pays et des villes de destination, qui s'accomplit en conformité avec la structure des chaînes migratoires qui relient les migrants à ceux qui sont déjà installés dans les pays d'accueil ;
- l'importance du lien communautaire ou de la conscience identitaire liée à la mémoire du territoire d'origine empêchant la population de s'assimiler au pays d'accueil ;
- le maintien et le développement des relations multiples entre les groupes de migrants, à la fois dans l'espace de proximité, mais aussi vers d'autres pôles de migration et vers la société d'origine.

La difficulté de s'entendre sur des critères définissant les diasporas est aussi à rechercher dans les diverses formes des diasporas. Bruneau (2004 : 29) en distingue 4 types :

- les diasporas structurées autour d'un pôle entrepreneurial (chinoise, indienne, libanaise). Ni la religion, ni la politique, par exemple, ne jouent de rôle déterminant dans le processus de (re)production de ces diasporas, soit en vertu de la diversité du « foyer émetteur » (Chine, Taiwan, Hong Kong, Asie du Sud-Est pour les Chinois), soit en vertu d'une discrétion volontaire de la part du pays d'origine sur la scène internationale (Inde) ou encore parce qu'il est trop faible ou trop divisé (Liban) ;
- les diasporas dont l'élément structurant est la religion (juive, grecque, arménienne), souvent associée à la langue ;
- les diasporas qui s'organisent autour d'un pôle politique : lorsque le territoire d'origine est dominé par une puissance étrangère et/ou que la population aspire à la création d'un Etat-nation : c'est le cas des diasporas palestinienne et tibétaine. La diaspora kosovare appartient typiquement à ce type de diaspora ;
- les diasporas s'articulant autour d'un pôle racial et culturel, c'est le cas de la diaspora noire.<sup>3</sup>

Même si notre volonté est d'échapper aux définitions catégoriques, c'est-à-dire basées sur des critères stricts selon lesquels tel ou tel groupe « mérite » l'appellation de diaspora ou non, il nous paraît toutefois utile de mettre l'accent sur ce qui différencie une diaspora d'une communauté transnationale : à nos yeux, toutes les populations qui partagent le fait d'être dispersées sur plusieurs territoires d'accueil (expatriés, réfugiés, etc.) ne sont pas des diasporas. Nous pensons particulièrement à toutes les communautés nationales dont l'émigration s'appuie sur des logiques économiques de besoins en main-d'œuvre entre Etats souverains et territorialement définis (Bruneau

---

<sup>3</sup> Nous renvoyons au livre de Christine Chivallon, 2004, *La diaspora noire des Amériques. Expériences et théories à partir de la Caraïbe*, CNRS-Editions, Paris.

2004 : 174, Berthomière et Chivallon 2006 : 87-90), comme les informaticiens indiens en Europe et aux Etats-Unis, les Turcs en Allemagne et en Suisse, etc. A l'opposé, la diaspora a son existence propre, en dehors de tout Etat.

En définitive, nous rejoignons Emmanuel Ma Mung (in Prévélakis 1996) quand il résume le débat sur la définition de la diaspora ainsi : la diaspora est caractérisée par deux facteurs qui sont, d'une part, la multipolarité de la migration (c'est-à-dire la définition minimale de la diaspora – dispersion) et, d'autre part, l'interpolarité des relations. Contrairement aux migrations « classiques », les relations sont entretenues non seulement avec le pays d'origine, mais encore entre les différents pôles de la migration. Il s'opère ainsi un glissement de l'identification à l'entité « nation-territoire » vers l'entité « communauté-ethnie » (Ma Mung in Prévélakis 1996 : 211). L'interpolarité (ou la multipolarité) structure un espace en fonction de réseaux physiques de transport et de télécommunication, de réseaux de communication virtuels afin d'entretenir les liens sociaux : familiaux, religieux, associatifs, etc. C'est le processus d'« extra-territorialité » : le territoire de la diaspora n'est pas tangible mais devient virtuel, même s'il s'articule souvent autour de pôles plus importants, ceux-ci étant ancrés dans le territoire réel<sup>4</sup>.

Si le territoire est virtuel, il est aussi le lieu de l'investissement de la mémoire collective, des mythes et des fantasmes : « La construction d'une mémoire/histoire collective permet de réunir les lieux de la diaspora en un territoire virtuel, de regrouper par la pensée les lieux en un ensemble, en un espace métaphorique » (Ma Mung, 1999). De surcroît, se tourner vers la diaspora permet de se dédouaner d'un éventuel sentiment de culpabilité lié au départ du territoire d'origine. Ainsi, la relation entretenue durablement entre les membres d'une diaspora tend à se substituer au lien supposé nécessaire avec la communauté demeurée dans le territoire originel.

## **2.2 Territorialité : définitions et articulations**

### **2.2.1 Le lien social et ses dimensions : l'approche sociologique**

La conscience identitaire des diasporas n'est pas donnée une fois pour toutes ; elle se nourrit par des relations de tout type entre ses membres, dans l'espace comme dans le temps. Pour analyser ces relations, les sociologues s'intéressent traditionnellement au lien social, qui va nous conduire aussi à la notion de territorialité.

En tant que plus petit segment constitutif des réseaux sociaux eux-mêmes constitutifs des sociétés, le lien social est précisément ce qui relie les individus les uns aux autres, il est le ciment entre les membres d'une société. Il s'articule ainsi entre un niveau macro-social (valeurs partagées, systèmes économique et politique) et un niveau micro-social, celui des relations choisies et des relations de parenté. Entre les deux, le niveau méso-social, qui regroupe les institutions de la socialisation dite secondaire (écoles, systèmes de formation, entreprises) (Vodoz, Rossel, Pfister Giaouque, 2005).

Le lien social peut prendre des formes très diverses, ce qui lui a donné d'être appréhendé par les chercheurs sous des éclairages différents. Ainsi, la littérature fourmille de définitions et de manières d'appréhender le lien social.

---

<sup>4</sup> Nous reviendrons sur l'extraterritorialité dans notre chapitre consacré à la territorialité (cf. 2.2.2).

L'approche des quatre dimensions du lien social (interpersonnelle, politique, professionnelle et territoriale), exposée dans les travaux de Pfister Giaque (2002) et Vodoz, Rossel, Pfister Giaque (2005) a largement inspiré ce qui suit, en vertu de sa capacité à en appréhender empiriquement les contours. En effet, « que l'on parle de liens de parenté ou de sang, de relations sociales, professionnelles, de voisinage, de proximité, d'intégration dans un milieu de vie, de participation politique, d'appartenance à un collectif, d'implication au sein d'une communauté virtuelles, on s'engage sur la voie de la (re)connaissance de ce qui compose le lien social, de tous ces éléments quotidiens qui donnent au lien social sa profondeur et sa texture » (Vodoz, Rossel, Pfister Giaque, 2005 : 27).

#### *La dimension interpersonnelle*

La dimension interpersonnelle approche la nature, la qualité et l'intensité des liens qui se tissent à l'intérieur des réseaux sociaux. Elle est traversée par une multitude d'axes dichotomiques : les liens sociaux peuvent être marqués par la profondeur (liens d'amitié, liens de sang) ou par la superficialité (liens marchands, liens utilitaires) ; ils peuvent favoriser le développement individuel, l'émancipation des individus liés ou, au contraire, maintenir ces derniers dans des rapports de dépendance, etc.

#### *La dimension politique*

La dimension politique des liens sociaux renvoie aux mécanismes d'expression des intérêts et des valeurs des individus sur la scène publique, à leur implication dans les processus de décision ainsi qu'à leur participation à la vie collective et associative. L'investissement dans les affaires de la société conduit au tissage d'un lien de nature civile nécessaire à la (bonne) marche la société.

#### *La dimension professionnelle*

Autrefois, la place dans la hiérarchie sociale était conditionnée par la place de l'individu, à sa naissance, dans la société, selon un système de classes, castes, etc. Aujourd'hui, le travail a pris une place centrale dans une société qui se définit par l'action, si bien que le travail devient à la fois facteur de socialisation, d'intégration, de reconnaissance sociale. Il est à la fois pourvoyeur de statut social et de sécurité matérielle. Vodoz, Rossel, Pfister Giaque (2005) nous rappellent encore qu'au travail sont liés toute une série de droits (sécurité sociale) et de devoirs (cotisations, impôts) « qui consacrent l'intégration des individus dans un tout collectif et leur assurent les moyens matériels de vivre en cas de difficultés ».

#### *La dimension territoriale*

Afin de bien saisir la dimension territoriale qui revêt une importance particulière, puisqu'elle est au cœur de nos réflexions, nous proposons de l'appréhender selon une approche qui la voit s'articuler autour de deux axes.

Le premier axe renvoie à la problématique de la territorialisation des relations sociales, c'est-à-dire à la manière dont les relations entre individus sont ancrées dans l'espace. L'espace joue alors le rôle de support des relations. Cette territorialisation peut prendre des formes différentes : basés sur la proximité spatiale, les rapports se développent en créant des formes compactes, contiguës, homogènes. C'est par exemple le cas des relations à l'échelle du quartier ou du village, où les deux significations de la « proximité » se confondent : la contiguïté et la connivence; on parle alors de territorialité « aréolaire ». En revanche, si les rapports s'ancrent sur des lieux reliés entre eux par des déplacements ou d'autres types de flux (un réseau), la territorialité sera dite « réticulaire ». Ces deux

formes de territorialités se situent chacune à un pôle d'un même continuum (proximité géographique – réseau « déterritorialisé ») sur lequel se positionnent les individus, à travers leurs pratiques.

Le deuxième axe de la dimension territoriale fait référence à l'attachement et à l'identification à un espace particulier, à l'appropriation d'un lieu de vie qui fera partie de la définition identitaire des individus. L'attachement à son lieu de vie, par exemple, est le résultat de l'ensemble des relations de proximité établies (avec le voisinage, le monde du travail, les commerçants) qui représentent non seulement une valeur d'usage mais aussi une valeur *symbolique* importante (Vodoz, Rossel, Pfister Giauque, 2005). Selon ces auteurs, l'appropriation de l'espace et l'attachement à un lieu de vie remplissent des fonctions essentielles : pourvoyeur de repères stables dans le temps et dans l'espace, le lieu de vie dispense un sentiment de sécurité, il permet également de maintenir un lien symbolique avec les gens, le passé et la culture du lieu, enfin, l'identification à un lieu donné contribue à la constitution de l'identité, individuellement et collectivement.

La territorialité se réfère donc à la fois au type d'attachement et à la forme, ou aux formes, que l'attachement prend dans l'espace : du territoire aréolaire au territoire réticulaire ou, plus simplement dit, du territoire au réseau.

C'est en particulier pour aborder notre recherche empirique que nous avons pris le parti d'aborder la territorialité sous l'angle d'approche du lien social, la territorialité constituant ainsi une dimension du lien social que les autres dimensions (interpersonnelle, politique et professionnelle) permettent d'appréhender de manière concrète : dans cette optique, les relations professionnelles, d'amitié, la participation à la vie politique ont fonction d'*indicateurs des modalités d'appropriation de l'espace*, d'indicateurs de territorialisation.

Toutefois, il nous a paru utile d'approfondir notre dispositif théorique sur les notions de territoire et de territorialité ainsi que sur l'influence des TIC sur la territorialité. C'est ce que nous allons exposer ci-dessous. Nous verrons que le lien social vu à travers ses quatre dimensions, même s'il n'est pas toujours mentionné explicitement, garde néanmoins toute sa vertu explicative comme fondement dans ce que nous qualifierons sommairement de l'articulation du social à l'espace.

## **2.2.2 Territoire, territorialité et réseaux**

Généralement, les géographes partent de l'espace pour définir le territoire, l'espace étant compris comme le support de l'activité humaine dans son sens large. Dans ce sens, l'espace est une sorte de matière première qui précède le territoire, le territoire étant le produit ou le résultat d'un processus d'appropriation d'un groupe sur une portion d'espace (Raffestin 1980, Lima 2007, Piolle 2001, Ruegg 2001). Ce processus d'appropriation peut être matériel ou formel, symbolique ou réel, pensé ou non, collectif ou individuel et donne lieu à des territoires qui, à leur tour, seront matériels ou formels, symboliques ou réels, etc.

Pour approfondir la notion de territoire, il est nécessaire de se pencher sur la notion de « réseau ». En effet, chaque individu fait partie de groupes (amis, collègues, clubs), qui se retrouvent dans des « lieux ». L'ensemble de ces lieux est toutefois relié par des déplacements et constitue ainsi un réseau. Défini par Piolle (1990-1991 : 355) comme « un système de relations établi en général à parti d'une activité commune, spécialisée, sans référence à la contiguïté géographique », le réseau a longtemps été opposé au territoire. Lorsqu'il interroge la relation de causalité entre proximité géographique et lien social, Piolle (1990-1991) distingue territoire et réseau comme les deux

extrémités de l'articulation du microsocial à l'espace et arrive à la conclusion suivante : l'importance traditionnelle de l'espace-territoire (que nous avons appelé aussi « territoire aréolaire »), le village ou le quartier, réceptacle de « stocks sociaux » dans la création de lien social diminue au profit du réseau, territoire délocalisé (que nous avons appelé « territoire réticulaire »), lieu des « flux sociaux ». Il met en évidence ainsi deux types de territorialité, l'une « sédentaire » où l'espace constitue le corps ou la matière du social, c'est celle du village traditionnel ; et l'autre « nomade », dans laquelle c'est l'activité, « ce faire-ensemble si divers qui s'accroche lui-même à l'espace sous la forme d'archipel » (Piolle 1990-1991 : 155). Cette territorialité nomade est propre à tous ceux qui peuvent s'affranchir des contraintes physiques et ainsi, nous le postulons, à tous ceux qui maintiennent, cultivent, voire créent un réseau social à l'aide des réseaux virtuels soutenus par Internet.

Alors, le réseau est-il une forme de territoire ? Selon nous, si l'on admet que les flux d'information constituent un espace virtuel, l'appropriation de cet espace fait bien référence à un processus ou un mécanisme de territorialité. Par rapport à l'identité spatiale qui en découle, Guy di Méo (cité par Lima 2007 : 1) relève que « la diversité des rapports à l'espace peut conduire à une identité plus topologique [qui a rapport à la connaissance des lieux, ndlr] que topographique, c'est-à-dire non territoriale, ou non exclusivement territoriale, mais réticulaire ».

Ruegg, Comby et Dousse (2001 : 269) vont plus loin : ils estiment non seulement que le réseau est une forme de territoire, mais encore qu'il en constitue un élément de base : « Si le territoire est d'abord le fruit d'une relation et si le réseau est la représentation élémentaire de la relation, alors il est possible de poser que le réseau constitue la forme de base du territoire ».

Sans faire allusion explicitement à la notion de réseau, Raffestin (1986) affine la notion de territorialité par rapport au post-modernisme : selon lui, nous sommes passés d'une territorialité « régionalisée », c'est-à-dire trouvant son fondement dans le territoire concret (la région), constituée des relations vécues à travers le travail et l'habitat, à une territorialité « temporalisée », conséquence de la croissance de la vitesse de l'information.

En d'autres termes, le territoire concret est devenu moins significatif que le territoire informationnel en matière de territorialité : « La territorialité est donc une fonction de l'information (le signe) et du temps (le rythme). Dans ce type de territorialité, on ne peut plus parler d'espace vécu, d'identité régionale ou de culture locale. Tout au plus peut-on parler d'information consommée, d'identité conditionnée et de modèles culturels dominants » (Raffestin 1986 : 184).

Dans son analyse de la territorialité des diasporas, Ma Mung (1999) utilise aussi la notion de temporalité. Selon lui, les diasporas fabriquent une généalogie qui, d'une part, instaure une continuité entre les individus dispersés et leur origine commune selon la question « De qui venons-nous ? » et, d'autre part, produit une identité ethnique transnationale. Avec la multiplication des échanges entre les membres de la diaspora, l'origine du groupe est désormais localisée dans les points d'ancrage de la diaspora. Ainsi, c'est une multitude de lieux qui devient la « matrice d'origine ». Ma Mung qualifie les lieux de la diaspora de territoire virtuel mais utilise l'idée d'*extra-territorialité* pour en rendre compte, en opposition aux territoires nationaux. Cette manière d'appréhender la territorialité de nous paraît pas en contradiction avec le fait de reconnaître l'espace de dispersion comme un territoire, puisque ce dernier est qualifié de virtuel.

### 2.2.3 Synthèse : la triple territorialité des diasporas

Au début de nos réflexions, notre intérêt pour les diasporas a été guidé instinctivement par l'idée de l'existence d'un rapport à l'espace spécifique chez les membres des diasporas. En effet, nous supposons que contrairement à la majorité d'entre nous qui se réfère à son lieu de vie (ou éventuellement son lieu d'origine) ou aux « simples » migrants qui se réfèrent à leur lieu de résidence et à leur lieu d'origine, les membres des diasporas sont intriqués dans un système complexe qui s'articule autour de trois espaces différents: le territoire d'origine (le « foyer » de la dispersion), le pays d'accueil (ou lieu de résidence) et enfin l'espace transnational de dispersion, investi par les autres membres issus du territoire d'origine aussi en situation de migration (la diaspora). Encore nous fallait-il nous assurer de la pertinence de l'appréhension de la diaspora (en tant qu'espace de dispersion relié par des flux, donc espace réticulaire) comme un territoire.

Sans vouloir nous prononcer sur la qualité des relations induites ou supportées par les réseaux, il ressort de notre analyse que les réseaux constituent bel et bien une forme de territorialité. Finalement, peu importe qu'on nomme cette dernière a-territorialité, extra-territorialité, territorialité nomade ou encore territorialité temporalisée, nous la considérons comme une dimension de la territorialité : ainsi, l'espace diasporique, qu'il soit porté par les réseaux virtuels ou non, doit être pris en compte comme un espace de référence en lui-même.

Partant de l'idée que la territorialité représente la quatrième dimension du lien social (cf. 2.2.1), nous avons utilisé comme grille de lecture de la territorialité les trois autres dimensions du lien social, à savoir, la dimension interpersonnelle, la dimension professionnelle et la dimension collective (« politique »), comme révélateur de la nature et de la « consistance » de la territorialité.

La notion de territorialité est abstraite et complexe, puisqu'elle s'appuie dans le cas des diasporas sur trois espaces, dont un idéal. Nous avons évoqué deux axes de la dimension territoriale du lien social :

- (1) les formes que les relations entre individus prennent, une fois qu'elles sont ancrées dans l'espace ;
- (2) les modalités d'appropriation de l'espace (modalités de territorialisation).

Voyons maintenant comment cette distinction nous guide dans notre recherche : de l'axe s'intéressant aux formes spatiales (1), nous retiendrons, sous la forme d'un postulat, que les relations entre membres d'une diaspora constituent un réseau et que le réseau constitue une forme d'organisation territoriale. Nous n'irons pas plus loin dans l'analyse des formes que prend la territorialité des diasporas. Nous n'analyserons pas la manière dont la population kosovare s'est dispersée dans l'espace, si les individus liés appartiennent au même voisinage, etc., ce qui s'apparenterait plus à une analyse spatiale des relations sociales. A l'inverse, nous n'allons pas non plus chercher à démontrer le rôle de l'espace de proximité dans l'établissement des relations.

Le deuxième axe (2) est celui qui nous occupe en priorité, qui constitue le corps de notre problématique et que nous mettrons en relation avec les TIC. Les modalités d'appropriation de l'espace présentent de multiples dimensions. D'une part, nous l'avons vu, la notion de territorialité s'articule autour d'un axe qui va de l'appropriation réelle de l'espace à son appropriation symbolique. Partant, l'influence des TIC est-elle la même selon le type d'appropriation de l'espace ? L'appropriation réelle de l'espace se réfère-t-elle davantage au local, dans notre cas à « la Suisse » ou, à l'opposé, à la terre quittée (le Kosovo) ? L'appropriation symbolique se réfère-t-elle davantage à l'espace-réseau diaspora, lieu de l'imagination, de l'investissement, du mythe ?

D'autre part, nous nous appuyons sur le constat d'Emmanuel Ma Mung (1999) qui voit dans la communauté chinoise un glissement de la référence au lieu mythique d'origine (« la matrice originelle ») vers un espace métaphorique, celui de la diaspora, « multitude de lieux où se trouvent les autres semblables ». Certes, Ma Mung s'appuie dans son analyse sur une diaspora dite « ancienne », mais il insiste aussi sur le fait que la dispersion en elle-même produit un espace d'« origine » aux contemporains.

Poursuivant ce questionnement, parmi les membres de la communauté kosovare, assisterons-nous à un tel glissement dans l'intensité et la qualité des relations de l'espace d'origine vers l'espace diasporique ?

Par rapport à la manière d'établir des relations, dans quelle mesure peut-on constater que les TIC (et Internet en particulier) influencent la manière de maintenir, d'enrichir, de multiplier ces relations ?

Découlant directement de cette question de recherche principale, les sous-questions suivantes, étroitement liées entre elles, se posent:

- Quels usages spécifiques les membres des diasporas font-ils des TIC, et d'Internet en particulier?
- Les membres de la diaspora investissent-ils l'espace « national » et participent-ils à l'affirmation de la nation de l'extérieur par le biais des TIC ? Jouent-ils le rôle d'ambassadeurs informels ?
- Dans quelle mesure de nouvelles pratiques transférables dans la société globale voient-elles le jour?

### **2.3 L'importance des TIC dans les diasporas**

Comme nous l'avons vu, la notion de diaspora n'est pas seulement employée par les chercheurs et scientifiques pour caractériser des populations dispersées au niveau transnational, mais des populations qui maintiennent un lien entre elles, tout comme entre elles et leur pays ou région d'origine, lien qui se manifeste à travers la production culturelle notamment. Elle est également revendiquée par les communautés elles-mêmes. Que cette revendication reflète la volonté de mettre en avant un statut de victime, de faire reconnaître une injustice subie ou qu'elle serve à mobiliser le capital social (Putnam 1995) des expatriés en vue de le transformer en dynamique économique ou politique importe relativement peu. Cette autodénomination de diaspora met l'accent sur la prise de conscience de l'existence même d'une communauté expatriée que l'on souhaite activer (Scopsi 2006).

Dans ce processus d'activation des communautés expatriées, les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle éminemment important. Les TIC, aussi appelées NTIC (pour *nouvelles technologies de l'information et de la communication*) font référence à plusieurs supports de communication : l'ordinateur, dont nous retiendrons particulièrement Internet et ses trois dimensions : échange d'information et de documents (e-mail, forums, « chats », etc), accès à l'information (www), support audio-visuel (TV et radio web) ; ainsi que la téléphonie mobile et ses différentes fonctions (support multimédia).

Les TIC offrent en effet des possibilités de communication et d'action rapides et peu onéreuses, faisant la part belle au fonctionnement en réseau. Elles véhiculent de l'information dont la production est par essence décentralisée et interactive. C'est ainsi que selon l'« émergence » d'une diaspora s'accompagne bien souvent de la création d'un site Internet (politik-digital.de 2002). Théoriquement, à travers ces nouveaux outils, les diasporas disposent de moyens plus directs de communiquer avec

leurs proches restés au pays, de leur transférer des fonds et de participer aux décisions (touchant la vie familiale et sociale) qui s'y prennent (Tall 2003, Nedelcu 2006). De plus, elles jouissent de plateformes d'échanges sur lesquelles se baser pour reconstruire, en interaction avec les membres de la diaspora à travers le monde, une identité collective qui leur est propre.

*« In the case of diasporic communities, cyberspace allows them, on the one hand, to transcend their isolation, their nostalgia, their displacement and their pain of dislocation and, on the other, to mobilise and form themselves culturally and politically as they reconstruct their space, place, connectionness and sense of home. This is facilitated through the articulation, re-telling, (re)construction of shared pasts, histories, stories and memories. Via the repetitive deployment of these strategies, home is experienced and recreated, enabling a sense of continuity, familiarity, communality and community » (Wong 2003).*

Cette (nouvelle) identité collective fondée sur des échanges via les TIC est souvent «homogénéisante», dans la mesure où elle fait appel à une appartenance à un même pays, la Chine dans le cas présenté par Wong, en gommant les différences existant entre les membres de la communauté (différences régionales, culturelles, sociales, religieuses, etc.). Se construit ainsi petit à petit une Chine « idéal-typique » à laquelle chacun et chacune peut se rallier et qui constitue une sorte de produit d'appel par le biais duquel le commerce et les relations en ligne peuvent se développer.

Cette fabrication d'une identité collective via Internet conduit à la création d'un ou de plusieurs espaces virtuels qui s'ajoutent à et complètent la territorialité déjà complexe des membres de la communauté expatriée (cf. notion d'extra-territorialité). En effet, ceux-ci sont ancrés dans leur pays d'accueil où ils ont développé des relations de travail, amicales, sociales et parfois politiques, tout en maintenant des liens souvent étroits avec leur communauté (locale et dispersée à travers le monde), leur pays ou région d'origine.

Internet représente aussi un espace que les media traditionnels n'offrent que peu aux minorités et qui stimule la mobilisation : par exemple, un réseau virtuel « déterritorialisé » sur Internet géré par des migrants (de la communauté scientifique roumaine) a réussi à déclencher des débats qui se poursuivent dans la société civile et dans le pays d'origine (Nedelcu, 2009). Dans ce cas, l'engagement de la diaspora à distance constitue une alternative au retour physique.

L'usage des TIC « abolissant » les distances, le local et le global sont fortement imbriqués, voire se situent dans une continuité. Pour les migrants roumains qualifiés étudiés par Nedelcu, « la volonté d'œuvrer collectivement renforce la conscience d'exister en diaspora. ».

Ce sont particulièrement les e-mails (Georgiou 2002, estime les communications par e-mail à plus de 85% de l'utilisation d'Internet!), les discussions instantanées (« chats »), les forums de discussion, les communautés virtuelles sont devenus les modalités incontournables de communiquer avec des parents ou des amis restés au pays ou dispersés dans d'autres coins du monde, mais aussi de se retrouver avec des co-nationaux avec lesquels on partage un même endroit de résidence (Nedelcu 2006). En effet, l'échange des choses du quotidien amplifie le sentiment de partage et accroît le sentiment d'appartenance à une communauté.

Par exemple, la transmission de photographies jointes en fichier attaché ou d'images par webcams est particulièrement prisé des internautes. Myria Georgiou (2002 :11<sup>5</sup>) constate, par exemple, que l'échange de photos de famille entre Chypre et le Royaume-Uni est le moyen le plus prisé par les Chypriotes grecs pour rester en contact. Pourtant, l'usage d'Internet ne se substitue pas aux rapports de face-à-face mais les enrichit par des pratiques mêlant référents locaux et transnationaux.

En tant qu'interface entre le public et le privé, entre le personnel et le communautaire, les communications en ligne sont particulièrement appropriées à l'expérience diasporique. Elles font que les relations personnelles perdurent, en même temps que le sentiment d'avoir un point commun avec les éléments dispersés des diasporas (Georgiou 2002).

De manière générale, les liens activés par l'usage d'Internet ou les communautés virtuelles peuvent être soit a-territoriaux, soit ancrés dans l'espace physique et le temps réel : d'une part, les TIC permettent de supprimer la référence à l'espace-temps, par exemple en créant des communautés basées sur des intérêts communs. Cette recherche d'affinités thématiques dans une logique a-territoriale s'inscrit dans une logique de « globspécialisation » (Vodoz *et al.* 1998). Elle est vue par certains chercheurs comme un vecteur de fragmentation sociale (selon Glassey et Pfister Giauque 2004), le temps passé devant l'ordinateur s'opérant au détriment des relations sociales de proximité.

D'autre part, l'ancrage dans le territoire réel peut au contraire être favorisé par les TIC : il existe plusieurs exemples. Nous pensons ici notamment aux sites décrits par ces mêmes auteurs comme « géocentrés »<sup>6</sup>. L'ancrage des TIC dans le local s'est en outre accentué récemment grâce au développement des applications Internet pour téléphones portables, notamment au service de l'information de proximité : selon où il se trouve, l'utilisateur, grâce à son téléphone muni d'un dispositif de géolocalisation et d'une boussole électronique, a accès à une multitude de services : cartes de localisation ou d'itinéraires, conseils de restaurants, horaires et critiques de cinéma, etc. Les TIC représentent clairement une opportunité d'augmenter le potentiel d'interactions avec le territoire réel. Un autre exemple, tout simple, est à chercher dans les échanges interpersonnels d'e-mails entre amis : la proximité ainsi que la potentialité (ou le but) d'une rencontre en face-à-face va augmenter la fréquence des contacts en ligne, de même, les contacts virtuels vont occasionner des contacts réels (Hiller et Franz 2004). On parle alors d'Internet comme vecteur de dynamisation de la vie locale.

La spécificité qu'on peut supposer dans le cas des diasporas est que ces deux axes s'entrecroisent : l'intérêt commun ou l'affinité est formé d'un sentiment d'appartenance commun au territoire d'origine, doublé d'une expérience locale commune (pour la communauté établie dans un même pays) ou pour le moins similaire (situation d'« étranger » ou minorité dans le pays d'accueil).

De là, nous posons la question suivante : est-ce que le fait d'appartenir à une diaspora contribue de manière prépondérante à développer des relations particulièrement par le biais d'Internet, voire à développer de véritables communautés virtuelles ?

---

<sup>5</sup> Dans cet article, l'auteur se réfère en particulier à une étude antérieure : Myria Georgiou 2001, *Negotiated users, contested meanings, changing identities : Greek Cypriot media consumption and ethnic identity formations in North London*, thèse de doctorat, Londres.

<sup>6</sup> Par exemple, le site britannique [www.upmystreet.com](http://www.upmystreet.com), ouvert à tous, propose des services ordonnés selon la proximité physique de l'utilisateur (son code postal sert de référence). Il « place ainsi place l'utilisateur au centre géographique des informations distillées ». Ce genre d'application est d'ailleurs de plus en plus fréquent.

### 3. OBJECTIFS, HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE

#### 3.1 Objectifs

La présente recherche aspire aux résultats suivants :

- mieux comprendre l'influence qu'exerce l'usage des TIC sur le type de pratiques sociales et communicationnelles que développent les acteurs sociaux et sur la manière dont ces derniers appréhendent leur environnement, tissent des liens, aux différentes échelles territoriales (du local au transnational) ;
- saisir les usages spécifiques et originaux que font les membres des diasporas des TIC, et d'Internet en particulier, de manière à identifier les pratiques qui pourraient être exploitées par d'autres groupes sociaux ou développées pour d'autres usages ;
- formuler des recommandations relatives à la valorisation de la créativité des membres de diasporas en termes d'usages des TIC, et aux perspectives d'améliorations sociotechniques qui pourraient en découler.

#### 3.2 Hypothèses

Parallèlement aux réflexions basées sur des analyses bibliographiques, qui constituent la première étape de notre recherche, nous avons élaboré trois hypothèses de travail qui ont servi de fil conducteur contribuant à nos investigations. Elles sous-tendent en particulier la composition de la grille d'entretien que nous avons utilisée lors des entretiens avec des membres de la diaspora kosovare en Suisse.

Les hypothèses de travail cherchent à révéler les pratiques des membres de la diaspora kosovare par rapport aux trois registres socio-territoriaux (les espaces de référence). Nous nous référons explicitement à la triple territorialité des diasporas que nous avons mise en évidence dans le chapitre 2.2. Les pratiques sont envisagées sous l'angle des trois dimensions du lien social nous conduisant à la notion de territorialité, à savoir les liens interpersonnels, professionnels et de type associatif ou politique. Nous avons ainsi affaire à des facteurs interagissant de manière complexe, trois dimensions du lien social interagissant avec trois espaces, ceci dans une perspective de pratiques *avec* et *sans* Internet et/ou *avec* et *avant* Internet.

Pour cette raison, c'est-à-dire afin de canaliser cette complexité, nous sommes partis de trois hypothèses centrales (H1, H2, H3) que nous avons décomposées en « sous-hypothèses » exprimant une catégorie d'analyse particulière (H1a, H1b, etc.). Ces sous-hypothèses peuvent paraître quelque peu artificielles au premier regard, cette construction nous a néanmoins été nécessaire afin d'assurer la prise en compte systématique et exhaustive des dimensions en jeu.

Nous pouvons d'ores et déjà préciser que l'analyse d'une partie des sous-hypothèses a été riche de résultats. D'autres, en revanche, soit parce qu'elles étaient plus difficiles à tester (à notre grande surprise, nous n'avons pas été en mesure de rencontrer de non-utilisateurs d'Internet ! - cf. 3.3), soit parce qu'elles étaient constituées de catégories moins usuelles, n'ont pas apporté un matériau assez important pour en tirer un enseignement significatif. Par exemple, peu de personnes entretiennent ou ont entretenu des liens de type professionnel avec le Kosovo ; l'influence d'Internet se

« mesurera » donc dans ce registre territorial en particulier davantage à la lumière des relations interpersonnelles et de type associatif ou politique.

#### *Déclinaison des hypothèses et des sous-hypothèses*

**H1 L'utilisation des TIC modifie le lien social dans les trois espaces de référence considérés : l'espace d'origine (le Kosovo), l'espace d'accueil (la Suisse ou le « local »), l'espace transnational (la diaspora)**

H1a L'utilisation des TIC modifie les relations avec les compatriotes restés au Kosovo :

- au niveau des liens interpersonnels,
- au niveau des liens professionnels,
- au niveau des liens de type associatif, politique, religieux<sup>7</sup>,

tant d'un point de vue qualitatif que d'un point de vue quantitatif.

H1b L'utilisation des TIC modifie les relations avec les compatriotes disséminés dans les autres pays (diaspora<sup>8</sup>) :

- au niveau des liens interpersonnels,
- au niveau des liens professionnels,
- au niveau des liens de type associatif, politique, religieux,

tant d'un point de vue qualitatif que d'un point de vue quantitatif.

H1c L'utilisation des TIC modifie les relations du quotidien / de voisinage en Suisse

- au niveau des liens interpersonnels,
- au niveau des liens professionnels,
- au niveau des liens de type associatif, politique, religieux,

tant d'un point de vue qualitatif que d'un point de vue quantitatif.

H1d Il existe chez les non-utilisateurs de TIC un sentiment de « perte ». La non-utilisation provoque une exclusion de certaines relations ainsi qu'une perte d'influence au sein de la communauté.

H1e Les non-utilisateurs de TIC font appel à des utilisateurs-relais pour compenser leur « perte ». Il existe des situations particulières dans lesquelles le relais s'opère.

<sup>7</sup> Ces trois dimensions ont été associées comme relevant de la participation à la vie *collective*.

<sup>8</sup> Dans notre enquête et pour des raisons, encore une fois, de catégories d'analyse, la « diaspora » est constituée de tous les Albanais du Kosovo ne vivant ni au Kosovo (« territoire d'origine »), ni dans le « voisinage » ou le « local » (registre territorial que nous avons appelé parfois pour des raisons de commodité « Suisse » ou « pays d'accueil »), c'est-à-dire établis dans d'autres pays ou même en Suisse, mais non ancrés dans le « local », par exemple en Suisse alémanique.

**H2 L'influence de l'usage des TIC sur le lien social varie selon l'espace de référence considéré. Cette influence est la plus forte par rapport à la diaspora et la plus faible par rapport au pays d'accueil.**

H2a L'influence de l'usage des TIC se manifeste plus par rapport à l'espace de référence « diaspora » que par rapport à l'espace de référence « territoire d'origine ».

H2b L'influence de l'usage des TIC se manifeste plus par rapport à l'espace de référence « territoire d'origine » que par rapport à l'espace de référence « pays d'accueil ».

H2c L'influence de l'usage des TIC se manifeste plus par rapport à l'espace de référence « diaspora » que par rapport à l'espace de référence « pays d'accueil ».

**H3 Il existe des usages spécifiques et/ou des profils d'usages spécifiques des TIC propres aux diasporas.**

### 3.3 Méthodologie et déroulement des travaux

La recherche s'appuie essentiellement sur une démarche hypothético-déductive. La problématique a été posée sur la base de la construction d'un cadre théorique parallèlement à la détermination d'une série d'hypothèses de travail. Le travail de terrain (enquête qualitative) était ensuite destiné à confirmer ou au contraire à infirmer nos hypothèses.

La partie théorique (chapitre 2) est constituée de l'exposé des concepts et de la problématique. A la manière d'une « boîte à outils », elle constitue une mise en perspective originale des acquis théoriques dans le sens des objectifs de la recherche, ainsi que l'approfondissement théorique nécessaire au travail de vérification des hypothèses sur le terrain (chapitre 5).

L'acquisition de l'information est de type qualitatif, basée sur des entretiens semi-directifs. Le matériau à exploiter afin de répondre à nos hypothèses est constitué d'une vingtaine d'entretiens approfondis, qui ont été menés en deux temps (pour des raisons indépendantes à la construction de la recherche), entre l'été 2008 et l'été 2009. C'est donc l'aspect subjectif des pratiques, telles qu'elles sont vécues par la population interviewée, qui nous sert de matériau d'analyse principal. En complément, nous avons aussi questionné les personnes sur leurs pratiques sur Internet et, quand les circonstances s'y prêtaient, nous les avons observées en situation (« surfant » Internet).

En préalable, un entretien à caractère exploratoire a été mené avec une personne ressource connaissant bien la communauté en question. En sa qualité de coordinateur de projets au Centre social protestant et représentant de la communauté albanaise du Kosovo, elle nous a fourni une liste des associations actives sur le territoire vaudois ainsi que de contacts personnels. Ces informations précieuses nous ont permis de rentrer en contact avec une grande partie des personnes que nous avons ensuite interrogées.

Nous avons aussi demandé à chaque personne interviewée de nous donner des noms d'autres personnes susceptibles d'être disponibles pour notre recherche. Cette méthode ne s'est révélée fructueuse que dans un nombre limité de cas. En effet, rares sont nos interlocuteurs qui nous ont fourni des contacts directement ; la tendance dominante était plutôt de nous donner la promesse de nous recontacter après avoir contacté eux-mêmes des candidats potentiels, promesse qui, souvent, ne s'est pas matérialisée. Les raisons probable de ce non-suivi sont exposées infra.

Un des canaux qui s'est avéré intéressant était l'Association des étudiants albanais de l'Université de Lausanne, dont une grande partie des membres s'est montrée tout à fait disposée à participer aux entretiens. Cependant, étant donné la relative homogénéité (en âge, niveau de formation et utilisation d'Internet, notamment) de ce groupe, un biais a été induit.

En effet, le respect d'une certaine diversité de la population interrogée s'est révélé être un écueil qu'il nous a pas été donné de franchir – bien que nous n'ayons pas eu comme objectif un échantillon représentatif au sens strict – notamment en termes d'âge et de sexe. En effet, il s'est très vite avéré que la population masculine était plus facile à contacter, puisque mieux intégrée dans la vie professionnelle, estudiantine et / ou associative, en d'autres termes « plus visible ». On peut supposer également des raisons d'ordre culturelles, qui poussent les femmes à une certaine réticence à rencontrer des inconnus, notamment par rapport à leur mari.

En outre, un autre biais devait être contourné : dans les faits, les personnes les plus faciles à contacter l'ont été précisément par l'intermédiaire d'Internet ! En effet, la messagerie électronique permettant une première prise de contact à la fois « non contraignante » (possibilité d'un temps de réflexion) et riche en informations (un petit descriptif de la recherche était joint au message), la population des « connectés » s'est bien vite retrouvée surreprésentée dans notre population.

Au cours des recherches de personnes à interviewer, il s'est avéré difficile de rencontrer des personnes n'utilisant pas Internet, ceci pour plusieurs raisons : outre celle évoquée ci-dessus (moins de visibilité), le sujet de notre recherche ne présentait pas un grand intérêt pour les personnes concernées qui, malgré les explications, ne saisissaient pas forcément l'intérêt pour nous de les rencontrer. Une autre raison est à chercher dans le fait que les non-utilisateurs de TIC doivent parfois leur état au fait qu'ils ne maîtrisent pas (ou mal) la lecture et l'écriture. Il était donc gênant pour ces personnes de devoir faire cet aveu, qui préféraient ainsi renoncer. Enfin, et c'est peut-être bien la plus grande difficulté, on trouve les non-utilisateurs d'Internet parmi la population des plus âgés. Ceux-ci cumulent plusieurs facteurs rendant une rencontre difficile : ils sont tendanciellement moins bien intégrés que les plus jeunes (qui ont été au moins partiellement scolarisés en Suisse) donc moins « visibles », maîtrisant moins bien notre langue. La fragilité de leur statut qui en découle leur confère de plus une certaine exposition face aux démarcheurs de téléphones et autres abonnements qui ont foisonné ces dernières années. Ainsi s'est instaurée une certaine méfiance envers les inconnus. En outre, nous avons compris de certains de nos interlocuteurs que la génération de leurs parents préféraient « se tenir en retrait », voire se faire discrets, vraisemblablement en raison de la réputation quelque peu mauvaise dont la communauté kosovare a fait l'objet dans les années 1990 en Suisse.

Nous avons ainsi contourné ce problème de manque d'informations sur les pratiques des personnes n'utilisant pas Internet en nous intéressant au discours des personnes utilisatrices d'Internet sur les *avantages* que confère l'utilisation d'Internet selon les personnes interrogées (pour en déduire les inconvénients de ne pas utiliser Internet), la *différence* qu'Internet marque dans la qualité et la quantité des relations, enfin, comment vivraient-elles leurs relations sociales *sans* Internet ou comment elles faisaient *avant* l'apparition d'Internet. Nous avons aussi posé des questions sur un éventuel rôle de *relais* que les utilisateurs d'Internet jouent auprès des non-utilisateurs.

Le contenu des entretiens a été analysé notamment sur la base de la comparaison des différentes pratiques. Les similitudes ainsi que les diversités des pratiques ont été recherchées puis mises en avant.

En parallèle aux entretiens semi-directifs menés, une analyse des sites privilégiés de nos interlocuteurs a été amorcée: devant la difficulté d'analyser les sites de manière approfondie, étant donné que ceux-ci sont rédigés en albanais<sup>9</sup>, nous avons procédé à l'examen de la manière de « surfer » de quelques personnes interrogées. Nous les avons invitées à montrer leur manière de consulter Internet au cours des entretiens, afin de déceler d'éventuelles pratiques particulières et d'identifier et d'éventuels sites à vocation « diasporique ». Nous nous sommes encore penchés sur les réseaux sociaux de type Facebook, afin d'y analyser le rôle d'éventuels groupes de discussion liés à la diaspora kosovare – en Suisse et dans le monde.

---

<sup>9</sup> Les traducteurs en ligne de type Google Translate suffisent à renseigner sur le contenu général des sites.

## 4. LA DIASPORA KOSOVARE EN SUISSE

### 4.1 Aperçu de la « question du Kosovo »

Afin de mettre en relief l'influence des NTIC sur les relations qu'entretiennent les membres de la communauté kosovare avec leur pays d'origine, leurs congénères et leur pays d'accueil, il est nécessaire de nous pencher brièvement sur l'histoire de cette diaspora : qui sont ces migrants ? Quelles ont été les raisons de l'émigration ? Quelles sont les perspectives de retour ?<sup>10</sup>

Le Kosovo est une ancienne province de l'ex-Yougoslavie (env. 2 millions d'habitants) dont l'indépendance a été proclamée en février 2008. Peuplé en majorité d'Albanais et en minorité de Serbes, il a fait partie de la Yougoslavie, puis de la Serbie et, depuis 1999, il était placé sous le contrôle international. Il est actuellement reconnu comme Etat par une grande partie des Etats européens et les Etats-Unis.

La question du Kosovo (une terre pour deux peuples, Serbe et Albanais) est « un cas typique de confrontation de légitimité historique entre deux peuples »<sup>11</sup>, qui se réfèrent chacun à un autre point de l'histoire. En effet, les Serbes considèrent le Kosovo comme le berceau de leur civilisation: ils se réfèrent à la fondation de l'archevêché de Pec au XIII<sup>e</sup> siècle. La vision des Albanais du Kosovo est tout autre, puisque ces derniers se réclament les descendants des Illyriens, peuple occupant la région comprise entre la Grèce et la Slovénie dans l'Antiquité.

Plus récemment, c'est la chute de l'ex-Yougoslavie et la montée des nationalismes qui a mené à la « question » politique du Kosovo: les années 1980 voient les revendications des Albanais du Kosovo vers plus d'autonomie et le durcissement de Belgrade à l'égard de la petite province, jusqu'à la révocation officielle de son statut de « province autonome » en 1989.

Malheureusement pas traité dans le cadre des accords de Dayton qui marquent la fin de la guerre en ex-Yougoslavie en 1995, le sort du Kosovo est, d'un côté, livré à la radicalisation du pouvoir serbe et, de l'autre, à la montée en puissance de l'UCK (Armée de libération du Kosovo). Le conflit armé éclate en mars 1998.

Suite à l'intervention de l'OTAN, la région passe alors sous l'administration des Nations Unies en 1999. A partir de cette date, c'est près d'un million de Kosovars qui reviennent progressivement sur leurs terres.

Le 17 février 2008, le Kosovo proclame son indépendance, suivie de l'entrée en vigueur de la constitution kosovare le 15 juin 2008. Dans les faits, le partage des responsabilités entre les institutions locales et internationales est loin d'être réglé (une mission laissant plus de place à l'UE est prévue).

---

<sup>10</sup> N.B. Une description plus détaillée de l'histoire des tensions entre Serbes et Albanais se trouve dans les annexes de ce rapport.

<sup>11</sup> Gjeloshal et de Waele 1999.

## **4.2 Les rapports entre le Kosovo et la Suisse**

La Suisse est un des premiers pays de la communauté internationale à reconnaître le Kosovo. Il faut relever qu'avec environ 10% de la population kosovare vivant actuellement en Suisse (env. 200'000 personnes, selon le DFAE), la Suisse est le pays qui concentre la plus forte population albanaise ex-yougoslave d'Europe. Le nouvel Etat pourra ainsi jouir de perspectives économiques et voir le retour des Kosovars dans leur pays facilité.

Tous les Kosovars de Suisse ne sont cependant pas issus des vagues de réfugiés venus en Suisse dans les années 1990 pour fuir la répression et la guerre: une première vague d'immigration en provenance du Kosovo a eu lieu dans les années 1960-1970, et est de nature avant tout économique.

Depuis la fin de la guerre au Kosovo, la mobilisation politique de la population kosovare en lien avec le pays d'origine a fortement diminué. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'intégration en Suisse a été sérieusement envisagée, comme l'attestent les nombreuses demandes de naturalisation.

## 5. RÉSULTATS : L'UTILISATION DES TIC PAR LA DIASPORA KOSOVARE

Pour rappel, l'objectif des entretiens était de chercher à comprendre si, pourquoi et comment les TIC influencent la territorialité des Kosovars, une territorialité à comprendre dans son sens des modalités d'appropriation de l'espace – ou, dans le cas précis, des trois espaces de référence que sont le pays d'accueil, la région d'origine et la communauté kosovare émigrée.

Pour des raisons analytiques, les modalités d'appropriation de l'espace ont été divisées en plusieurs catégories : relations interpersonnelles, relations professionnelles, relations de type associatif ou politique, ces catégories se référant aux dimensions du lien social (cf. 2.2.1).

### 5.1 Les Kosovars en tant que diaspora ou le sentiment d'appartenance

Bien que l'objectif de cette étude n'était pas de mettre en évidence le caractère « diasporique » de la communauté kosovare, il nous paraît toutefois pertinent de relever brièvement les spécificités de cette communauté par rapport à notre introduction sur le concept de diaspora.

La diaspora kosovare étant relativement jeune, on ignore encore si elle va s'inscrire dans la durée en tant que telle ou si elle est une diaspora en transition, sur le chemin de l'intégration. Ou, pour reprendre les termes de Ma Mung (*in* Prevelakis 1996), on ignore si l'interpolarité des relations va se maintenir.

On constate, à la lumière des entretiens, une certaine conscience de diaspora parmi la communauté kosovare qui s'exprime à travers l'attachement à la culture et aux traditions, à une relative idéalisation du territoire d'origine, sans toutefois une réelle volonté de retour.

En effet, le Kosovo est souvent décrit comment un petit pays, doté d'un énorme capital démographique, doté de beaux paysages et d'une grande richesse culturelle. Les Kosovars de Suisse que nous avons rencontrés sont cependant lucides sur les difficultés économiques énormes que rencontre leur pays, cet aspect-là n'est donc pas idéalisé. Cependant, on voit souvent positivement l'avenir. La majorité confie être sujette à une certaine nostalgie du Kosovo. Dans cette situation, les activités entreprises sont typiquement en rapport avec la diaspora, comme rechercher le contact avec les siens ici (par une rencontre physique ou une conversation au téléphone) ou là-bas (par le biais du téléphone ou d'Internet) ; avec la culture du pays, par des livres ou par l'usage d'Internet ou encore en écoutant de la musique traditionnelle.

Malgré tout, la majorité des personnes que nous avons rencontrées se sentent plus « chez elles » en Suisse qu'au Kosovo. Ce constat est peut-être à mettre sur le compte du fait que notre échantillon est constitué de personnes plutôt jeunes et, de surcroît, plutôt jeunes au moment de leur arrivée en Suisse : la moitié des personnes interrogées n'avaient pas 20 ans à leur arrivée en Suisse, c'est-à-dire qu'elles n'étaient pas pourvues d'une expérience d'adulte au Kosovo, ni d'une grande expérience de la vie en général. Cependant, ce sont celles arrivées entre 20 et 30 ans qui se sentent le plus chez elles en Suisse. Une explication réside dans le fait que plusieurs d'entre elles sont devenues entre-temps parents. Ainsi, l'existence des enfants devient un obstacle à la considération d'un retour au Kosovo : *« J'ai construit une maison au Kosovo après la guerre. Ma femme disait qu'on allait y retourner, mais... on y va une fois par an et on revient ici ! Mes enfants sont devenus Suisses. Alors c'est difficile... Il faut voir si la retraite suffit pour vivre en Suisse, sinon, on peut envisager d'aller au*

*Kosovo. Mais je me vois mal quitter mes enfants qui, eux, vont de toute façon rester en Suisse. ».* Ainsi, la perspective d'un retour mise de côté, les personnes se convainquent du bien-fondé de leur existence en Suisse et tendent à valoriser leur « choix » (réduction de la dissonance cognitive).

De manière générale, les personnes que nous avons rencontrées se reconnaissent dans les deux cultures (« Albanais en Suisse, Suisse au Kosovo » !): « *Ce que j'aimerais, c'est alterner 6 mois en Suisse, 6 mois au Kosovo. J'ai une fois proposé à mon père de faire ça et il m'a dit : « Je ne peux pas, parce que je reste avec vous, mes enfants ». Moi j'ai un fils, peut-être qu'un jour, je dirai pareil ? Ce que j'ai remarqué, c'est que celui qui part, il reste un peu « scotché » à l'époque où il est parti. Du coup quand il retourne, il dit que tout est changé, que les jeunes sortent trop, que la jeunesse ne respecte plus rien, ce genre de choses. Alors les Kosovars reprochent à la diaspora de ne pas voir qu'il y a eu une évolution au Kosovo ! »*

La stratégie des Kosovars que nous avons rencontrés pour rester en contact avec leurs origines consiste pour une large majorité à « retourner » au pays pour des séjours limités dans le temps (visites ou des vacances). En effet, la formation, les études ou encore l'activité professionnelle trouvent souvent leur ancrage en Suisse, donc toute cette acquisition serait mise en péril si un retour plus durable était envisagé.

Pour autant, les personnes rencontrées n'en ont pas moins exprimé dans leur grande majorité une volonté marquée de rester en contact avec le Kosovo, notamment pour apprendre ce qui s'y passe, comment le pays se développe, etc. Pour ce faire, la télévision apparaît comme le media le plus utilisé pour se tenir au courant de l'actualité au Kosovo : il existe plusieurs offres permettant aux personnes résidant en Suisse d'avoir accès aux chaînes en albanais, par la satellite ou par le câble. Sur Internet, ce sont les sites des journaux en ligne et des télévisions en ligne qui sont le plus consultés. Enfin, les journaux (on peut en acheter 4 différents en Suisse) sont aussi prisés. Ce sont des raisons de commodité qui déterminent l'achat d'un journal (par exemple, présence d'un kiosque international à proximité du lieu de travail) plutôt que la consultation des journaux ou radio-TV en ligne. A côté de ces sites « classiques », la recherche d'actualités sur Internet se fait aussi par moteur de recherche (par exemple Google actualités).

On peut en déduire que ce n'est pas un mode plutôt que l'autre qui va influencer la qualité du rapport des Kosovars à leur pays. En effet, on constate que les différents accès à l'information sont complémentaires les uns des autres – et aussi utilisés comme tels – en particulier dans la constellation des personnes que nous avons rencontrées, qui sont toutes peu ou prou utilisatrices d'Internet.

Cependant, il apparaît clairement qu'une grande part des medias cités appartiennent au groupe des TIC, dont on peut d'ores et déjà souligné l'importance.

Par rapport aux relations avec la diaspora proprement dite, c'est-à-dire avec les autres membres de la communauté disséminée à travers le monde (outre en Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Belgique, aux Etats-Unis, au Canada, etc.), il est intéressant de relever que sur les 21 personnes que nous avons rencontrées, 1 seule a déclaré ne pas avoir de contacts avec d'autres Kosovars que ceux côtoyés localement.

## 5.2 L'utilisation des TIC selon les espaces de référence

### *Remarque liminaire*

Au début des travaux de recherche, il était question de séparer l'usage du téléphone fixe de celui du téléphone mobile, puisque ce dernier appartient au groupe des « nouvelles technologies de l'information et de la communication ». Or il s'est avéré au cours des entretiens que cette distinction n'était pas pertinente, les personnes interrogées utilisant presque indifféremment le téléphone fixe et le téléphone mobile sans que des situations particulières liées à leur territorialité ne les poussent à choisir l'un plutôt que l'autre. Beaucoup de personnes ne possèdent pas de ligne de téléphone fixe, par exemple. Bien plus, c'est le clivage entre l'usage d'Internet et celui du téléphone (et des autres moyens de communication « traditionnels ») qui s'est manifesté à travers les discours des personnes interviewées. L'usage des messages courts via téléphone mobile (ci-après « sms ») a été retenu comme catégorie pertinente – et différente – du téléphone, ce dernier étant compris au sens de sa fonction de conversation téléphonique.

### 5.2.1 Espace de référence Suisse : les relations « de voisinage »

Afin de saisir la réalité des types de communication dans l'espace de référence du pays d'accueil, en l'occurrence, en Suisse, nous avons divisé le type de relations en relations interpersonnelles (a), professionnelles (b) et de type associatif ou politique (c).

#### *a) Relations interpersonnelles*

Dans ce registre de communication, c'est le téléphone qui est le plus souvent utilisé, en raison de son caractère immédiat et direct : « *J'utilise le portable la journée, le fixe le soir* » ou « *Pour communiquer avec une seule personne, c'est ce que je préfère* », ou encore « *C'est le plus rapide pour communiquer : pas besoin d'allumer l'ordinateur, d'attendre la connexion, ...* ».

Les sms sont aussi souvent prisés car ils permettent de toucher plusieurs personnes en même temps, par exemple pour se donner rendez-vous. Par rapport au téléphone, ils permettent au destinataire de différer la réponse, notamment à un moment mieux approprié si la situation au moment de la réception ne s'y prête pas (« *Les gens peuvent répondre plus tard, ça ne les dérange pas* »). La communication par sms est aussi perçue comme un moyen assuré de donner une information à quelqu'un dans un temps très court. Ainsi, e-mail et sms sont souvent utilisés de manière complémentaire, selon le degré d'« urgence » de toucher son correspondant ou de recevoir sa réponse (« *J'écris des sms à mes amis quand c'est urgent, sinon, j'utilise l'e-mail* »).

Quelques personnes ont mentionné encore l'envoi de courrier (lettres, cartes) ou la fréquentation spontanée de lieux où ils savent qu'ils vont rencontrer des gens qu'ils connaissent. Ce mode de vivre ses relations est tout à fait marginal, même s'il est toutefois valorisé par les personnes qui le pratiquent – par choix et non sous la contrainte.

Dans les relations de proximité, Internet est utilisé principalement sous la forme d'échanges d'e-mails et dans le réseau social Facebook<sup>12</sup>. Les aspects valorisant ce type de communication sont liés aux

---

<sup>12</sup> L'utilisation de Facebook est apparue avec netteté dans les entretiens menés en 2009 (n° 14 à 21), moins dans les entretiens menés en 2008. Il semble que pendant l'intervalle entre les deux séries d'entretiens, Facebook se soit particulièrement popularisé.

possibilités qu'offre la communication en ligne : toucher plusieurs personnes à la fois, transmettre des fichiers, des photographies, notamment – ou, plus particulièrement, sur Facebook, pouvoir mettre ses photos en ligne. Bien que ceci soit aussi possible par d'autres biais, nos interlocuteurs ont systématiquement recouru à Facebook et non pas à une autre communauté virtuelle, ni à un autre site hébergeur de photos en ligne (Picasa, Flickr, etc.). Plus particulièrement, Facebook permet de retrouver des anciennes connaissances. Cet aspect bien précis a toujours été mis en avant par les utilisateurs.

De même que Facebook, d'autres programmes permettent la messagerie instantanée (le « chat »), avec visualisation / audition de son interlocuteur (via « webcam ») ou non (par clavier interposé). C'est MSN, ou « Messenger », qui semble être le favori de nos interlocuteurs, à côté de la téléphonie en ligne (Skype : visualisation / audition, possibilité d'appeler aussi sur des téléphones fixes)<sup>13</sup>. Le rôle du « chat » est assez limité dans les relations de proximité, cependant, quelques personnes relèvent un usage, certes marginal, mais parfois original des programmes de « chat » : pour se rencontrer virtuellement avec ses amis, soit pour « *passer du temps ensemble* », soit pour prendre des rendez-vous « *comme un Natel*<sup>14</sup> *qui serait gratuit* ».

De manière générale, Internet est vécu positivement dans les relations interpersonnelles : il permet de maintenir des contacts « semi-intéressants, qui seraient sans cela peut-être perdus », de mieux s'organiser (envoi à plusieurs, envoi de fichiers), en toute simplicité. Et si Internet n'existait pas ? « *Sans Internet, ça changerait certainement un peu, mais pas autant qu'avec les personnes qui ne sont pas ici !* », « *Sur le plan personnel, ça ne changerait pas grand'chose, mais sur le plan professionnel, alors là oui (...)* ».

Dans le registre des relations interpersonnelles au niveau local, c'est le téléphone et l'envoi de sms qui priment. L'utilisation d'Internet (surtout les e-mails et Facebook) n'en est pas absente, mais bien plus complémentaire. L'âge ne semble pas avoir d'influence sur les pratiques. Se passer d'Internet ? Ça ne changerait pas grand'chose (« on utiliserait plus le téléphone » ou peut-être « qu'on aurait moins de contacts » tout de même).

#### *b) Relations professionnelles*

N.B. Sont assimilées aux relations de type professionnel, les relations liées aux études et à la recherche d'emploi.

La grande majorité des personnes interviewées se sont déclarées utilisatrices d'Internet au niveau professionnel, que ce soit au niveau de la messagerie (e-mails) ou au niveau d'Internet (www). Les seules personnes qui n'utilisent pas Internet dans le cadre professionnel sont celles qui occupent des postes où l'utilisation d'Internet n'est pas utile (serveurs, machiniste, peintre) ou qui sont sans occupation professionnelle (et qui n'en cherchent pas).

De manière générale, la messagerie est utilisée pour organiser, coordonner et informer. Elle est ainsi parfois perçue comme indispensable à l'exercice de la profession, parfois non : « *On peut très bien exercer la médecine sans Internet* ». Elle sert aussi à transmettre : des fichiers, des liens vers le www.

<sup>13</sup> Afin de se détacher des noms des programmes, pour mieux décrire la communication avec visualisation et audition de son interlocuteur, nous utiliserons le terme de « visioconférence ».

<sup>14</sup> « Natel » est la dénomination du réseau de téléphonie mobile de l'opérateur national suisse et, par extension, la désignation d'un téléphone mobile.

Dans tous les cas, son apport est jugé positivement : avec l'utilisation de l'e-mail, la communication est « *facilitée* », rendue « *plus rapide* », plus « *pratique* » : dans de nombreux cas, elle offre une substitution au déplacement : pour « *aller chercher des documents* » ou pour pouvoir travailler à la maison. Elle est parfois même mentionnée comme LA manière de rentrer en communication (avec les professeurs d'université, notamment).

La consultation de sites Internet est plus particulière, propre à l'activité exercée. Les objectifs sont cependant assez partagés : il s'agit dans la majeure partie des cas d'aller chercher de l'information, de la documentation sur son sujet. C'est particulièrement l'accès illimité à l'information qui est jugé positivement par les Kosovars internautes de notre échantillon. Internet est aussi perçu positivement par ceux qui cherchent un emploi (« *bonne vue d'ensemble* », « *informations à disposition sur les employeurs potentiels* ») ou par les étudiants qui y trouvent leurs cours.

Dans la vie professionnelle (registre local), Internet a une grande influence en termes d'organisation du travail ainsi que de collecte et de diffusion de l'information.

### c) Relations de type associatif ou politique

Cette rubrique d'analyse est évidemment moins complète que peuvent l'être d'autres, étant donné que toute les personnes interrogées ne font pas partie (ou pas activement) d'une association, d'un groupe politique ou autre club.

N.B. Personne ne s'est exprimé sur d'éventuelles appartenances à des groupements politiques. Nous supposons qu'il s'agit là de l'expression, d'une part, d'une certaine pudeur face à des activités politiques semi-légales qui ont pu avoir cours pendant la guerre et, d'autre part, d'une volonté de faire « profil bas » afin de s'intégrer plus facilement en Suisse.

Néanmoins se dégage une tendance lourde : la communication par e-mail est la forme de communication privilégiée des associations. Certaines associations mentionnées ont leur propre site Internet, mais c'est surtout le fonctionnement des associations (séances) qui repose sur l'utilisation de l'e-mail : transmission des convocations, des ordres du jour, de documents joints, des procès-verbaux. La communication est ainsi jugée plus facile, plus efficace qu'avec les moyens traditionnels comme le téléphone : « *On peut envoyer un e-mail à 40 personnes. Ça prend moins de temps que si on devait téléphoner à 40 personnes et demander à chaque fois « comment ça va ? » pour finalement devoir se réunir pour communiquer les choses. C'est bien qu'on n'ait pas cette interaction directe, on évite les bla-bla (...)* », « *Ça permet d'avancer plus vite* », « *On va plus vite à l'essentiel* ». De plus, l'e-mail constitue une référence écrite, « *une preuve que tout le monde a eu connaissance* » du contenu. Il est perçu comme un moyen permettant de réaliser un gain de temps considérable : « *Internet, c'est la rapidité !* » Certains soulignent qu'Internet (e-mail + www) permet un accès à des informations utiles pour l'association, à des contacts, à des activités ; accès qui ne serait pas possible sans Internet. Les informations peuvent être diffusées plus largement : « *Vous savez, on fait une fête deux fois par an à la salle communale. Avant, il y avait 400, 500 personnes. Maintenant, nous en avons 1000 ! Et ça, c'est grâce à l'information qui est diffusée par Internet !* ». Même une personne réfractaire à Internet (par choix) concède avoir utilisé le plus Internet dans le cadre associatif : « *Le comité fonctionnait comme ça, j'ai bien dû m'adapter (...). Si ça n'avait tenu qu'à moi, j'aurais tout fait par téléphone ! (...)* Et pour envoyer des documents, il y a toujours la poste. »

Ainsi, à côté d'une majorité qui estime qu'Internet permet d'élargir le champ des possibles dans le cadre associatif, une partie des personnes est plus sceptique et considère qu'Internet n'est pas

indispensable pour garder les contacts. Ils se réfèrent au passé en arguant qu' « *avant, avec les lettres et le téléphone, ça marchait très bien* », « *avant, il y avait moins de stress* ».

Au niveau local, c'est dans le registre de la vie associative, que l'influence d'Internet est la plus marquée : pour l'organisation des séances, la transmission des informations aux membres, le maintien des contacts. Internet est garant d'efficacité.

**Influence des TIC sur la territorialité « locale »** : dans le registre local du pays d'accueil, Internet a une influence particulièrement dans le monde associatif, dans une moindre mesure dans le monde professionnel (en fonction de la profession exercée). Cette influence s'exerce autant de manière quantitative, notamment sur le nombre de contacts et l'ampleur de la diffusion que de manière qualitative : sur l'efficacité, la rapidité et la simplicité (notamment en termes d'organisation). Par contre, dans les relations interpersonnelles, l'influence d'Internet est ressentie comme peu déterminante sur la qualité des contacts, un peu plus sur la quantité (maintien de « semi-contacts »). En termes de territorialité, Internet a donc peu d'influence sur la manière de vivre son territoire au niveau individuel, en revanche, Internet facilite les relations qui relèvent de la vie collective (vie professionnelle et associative).

## 5.2.2 Espace de référence « diaspora » : les réseaux par-delà les frontières

### a) Relations interpersonnelles

En guise d'introduction, nous relèverons que la quasi-totalité de nos interlocuteurs entretiennent des relations interpersonnelles régulières avec des membres de la diaspora résidant en Suisse (hors « local », c'est-à-dire hors de portée d'une visite spontanée) mais aussi et surtout à l'étranger.

Tous nos interlocuteurs étant utilisateurs d'Internet, occasionnels ou réguliers, enthousiastes ou contraints, il n'est pas surprenant de constater que la grande majorité utilise ainsi Internet dans leurs relations interpersonnelles avec la diaspora (nous reviendrons ci-dessous en détail aux pratiques). Le téléphone, pour autant, n'en n'est pas laissé de côté, bien au contraire : les relations avec les amis ou les membres de la famille résidant dans d'autres coins de Suisse s'entretiennent souvent par contacts téléphoniques et envois de sms. Le téléphone est aussi privilégié dans les relations avec les pays qui proposent des tarifs très bas, comme le Canada (système de cartes à prépaiement). C'est souvent l'aspect rapide et direct qui est valorisé (« *On se téléphone ou, si ça peut attendre, on s'écrit des e-mails !* »). C'est donc le signe que les tarifs des communications téléphoniques internationales, même s'ils ont considérablement baissé au cours des dix dernières années, ont tout de même un impact décisif sur la manière de communiquer.

La différence de prix entre Internet et le téléphone a du reste été relevée par nos interlocuteurs comme un avantage prépondérant à l'utilisation d'Internet. Découlant du prix, l'aspect temporel a aussi été évoqué : « *Le changement, c'est encore une question de prix. Avant, c'était beaucoup plus cher. Aujourd'hui, on peut communiquer plus longtemps, sans avoir la pression du temps : on reste facilement 2h sur MSN !* »

L'usage d'Internet se décline en plusieurs programmes ou utilisations distinctes : e-mail, Skype, Facebook, MSN, qui comportent chacun leurs avantages propres : l'e-mail et Facebook permettent en particulier d'échanger des fichiers (« *On peut partager plein de choses, comme de la musique ou des photos !* »), communiquer avec plusieurs personnes à la fois, de différer les réponses selon son

emploi du temps, etc. Facebook comme support à la diaspora présente un intérêt supplémentaire : la possibilité de s'affilier à des groupes d'intérêt (ou d'en créer), comme « les Kosovars de Suisse », par exemple (nous reviendrons sur les groupes de Facebook en 5.5). En outre, il semble que la dimension de recherche d'anciens amis soit prépondérante dans la volonté de s'inscrire à Facebook, de même que la « pression » exercée par les proches (demandes de devenir des « amis » dans Facebook). Il est d'ailleurs à ce sujet assez intéressant de relever que nos interlocuteurs ont toujours souligné qu'eux-mêmes n'étaient pas très actifs dans Facebook, mais que s'ils étaient sollicités, alors ils donnaient suite : *« On m'a "obligé" à m'inscrire à Facebook, suite à une réunion des 20 ans du baccalauréat au Kosovo, tout le monde avait posté les photos sur Facebook ! »*

C'est peut-être l'usage de MSN (et de Skype<sup>15</sup>) qui retiendra le plus notre attention du fait de sa forte adéquation aux besoins d'une diaspora (ou de tout autre type de population émigrée ou confrontée aux relations à distance) et tant l'enthousiasme des utilisateurs était tangible. En effet, une grande partie des utilisateurs d'Internet sont, en plus de la messagerie e-mail, particulièrement friands de MSN (et, plus marginalement, de Skype) : *« Maintenant, on communique en général par Internet : MSN et e-mail. Les e-mails, c'est avec ceux qui n'ont pas MSN »*. Ce programme de messagerie directe en ligne (il en existe d'autres, mais c'est celui-ci qui est revenu systématiquement dans les témoignages) peut être utilisé avec une « webcam » (visioconférence). Ainsi, *« on peut se voir et parler en même temps. »* C'est une certaine réalité qui est conférée au contact (*« On peut voir les gens comme s'ils étaient à côté de nous », « c'est un échange VRAI »*), aussi en rapport avec le nombre de personnes avec qui il est possible de communiquer simultanément : *« Par exemple, si je téléphone, je ne parle qu'avec une personne. Si j'ai deux ou trois cousins dans une famille, je ne parle pas avec tous les trois. Mais sur Internet, tu peux parler avec eux en même temps et tu peux les voir tous les trois ! »*. Ce type de communication induit aussi une meilleure communication intergénérationnelle : *« Avec les familles et les enfants, on est reliés grâce à Internet (...). C'est la différence avec le téléphone et la communication d'une personne à une autre : là, ils sont inclus, on communique en groupes. »*

L'e-mail ou les sms permettent de prendre des « rendez-vous » à l'avance pour une rencontre virtuelle en visioconférence. Cela met encore une fois en évidence la complémentarité des divers moyens de communication.

Les personnes interrogées semblent convaincues qu'Internet leur permet d'intensifier leurs contacts avec la diaspora : étant donné la facilité et la commodité d'utilisation d'Internet, la fréquence des contacts augmente, ainsi que le nombre de personnes avec qui on est en contact (diffusion). De cette manière, Internet influence aussi la qualité des contacts, puisque, comme le relèvent certains, une fréquence minimale de contacts est nécessaire au maintien des relations : *« Franchement, je ne pense pas qu'on pourrait garder ces contacts sans Internet. Le téléphone coûte trop cher. Et puis, après 2-3 mois que vous n'avez pas téléphoné, c'est difficile de reprendre le téléphone pour appeler... Quand la fréquence devient trop faible, on perd le contact. En tout cas, je n'aurais pas autant de contacts que maintenant avec Internet »*, ou encore : *« Franchement, on s'oublierait sûrement. Avec le téléphone, ce ne serait pas pareil. Il n'y a pas ce sens réel. Avec Internet, on peut discuter comme s'ils étaient à côté de nous. »*. A noter toutefois que les avis sont partagés sur ce point, une minorité estimant que les contacts pourraient être gardés même s'il n'y avait pas Internet.

<sup>15</sup> Nous tendons à assimiler MSN et Skype car leur principe est similaire : communiquer à travers le son et l'image (« visioconférence »). Dans leurs versions « primaires », MSN utilise le clavier et Skype n'utilise que le son (téléphonie sur Internet).

Peu de personnes déclarent avoir créé des contacts par le biais d'Internet, certaines personnes insistant bien sur la fait que si Internet leur permet de multiplier les contacts, il s'agit avant tout de personnes connues d'eux ou alors retrouvées grâce à Internet (en particulier Facebook).

Au niveau des relations interpersonnelles avec la diaspora, Internet permet de maintenir les contacts, de les multiplier et, plus rarement, d'en créer. MSN, le programme de messagerie instantanée en ligne (et notamment sa fonction de visioconférence), semble être le media « diasporique » par excellence : abolisseur de distance, créateur de sentiment de réalité, parfois même intégrateur intergénérationnel.

#### *b) Relations professionnelles*

La diaspora ne semble pas être une ressource significative pour la vie professionnelle de notre échantillon. Peu de personnes ont mentionné des relations avec la diaspora en rapport avec leur vie professionnelle, que la notion de diaspora soit comprise au sens large (incluant la communauté kosovare locale) ou strict (excluant la communauté kosovare locale et se référant à celle sise à l'étranger ou en Suisse éloignée).

Pour les quelques personnes concernées, Internet permet la multiplication des contacts (par rapport au téléphone), d'autres utilisent le téléphone.

Il n'est pas possible de dégager l'influence d'Internet pour ce registre.

#### *c) Relations de type associatif ou politique*

Parmi les personnes interrogées faisant partie d'une association ou autre type de groupe, les relations avec la diaspora ne sont pas automatiques, beaucoup d'associations étant ancrées dans le local. De ce fait, le nombre de réponse dans ce registre-ci n'est pas non plus très élevé. Cela dit, nous avons vu ci-dessus que dans le registre territorial local, l'influence d'Internet sur le mode de fonctionnement associatif était très importante. Sans surprise, il en va de même dans le registre territorial de la diaspora, en particulier par l'échange d'e-mails. Il semble même que la communication via e-mail soit indispensable aux relations associatives avec la diaspora : « [Sans Internet], certainement que ces contacts n'auraient pas lieu. Par exemple, je fais partie d'un comité général qui réunit plusieurs associations au niveau suisse. Ce comité se réunit une fois par mois. Mais je n'ai pas le temps d'aller chaque fois, à Bâle, à Lucerne, ... Alors Internet remplace ma présence. Je peux communiquer mes opinions par e-mail. ».

« Ce serait possible [sans Internet] mais plus difficile. On pourrait leur rendre visite en Allemagne, mais avec Internet, les contacts sont plus fréquents. »

« Je pense que sans Internet, je n'aurais pas ces contacts ».

Au niveau des relations de type associatif avec la diaspora, l'influence d'Internet est déterminante puisque ce sont les contacts par e-mail qui rendent possibles les relations des associations par delà les frontières ou la distance géographique.

**Influence des TIC sur la territorialité relative à la diaspora** : dans le registre spatial de la diaspora, Internet influence de manière significative les relations de type associatif (l'e-mail les facilite grandement, voire les rend possible) et les relations interpersonnelles (les programmes de visioconférence les améliorent qualitativement). On peut en déduire que l'appropriation de l'espace « diaspora » est fortement dépendante d'Internet, qui permet un fonctionnement en réseau.

### 5.2.3 Espace de référence « Kosovo » : la terre d'origine

Selon nos interlocuteurs, la couverture Internet est bonne au Kosovo : beaucoup affirment que l'infrastructure fonctionne jusque dans les plus petits villages. Les personnes ne disposant pas d'accès Internet à domicile se rendent dans les cybercafés, qui sont courants. En tout cas, la plupart de nos interlocuteurs estiment que « *tout le monde utilise Internet* ».

#### a) Relations interpersonnelles

La majeure partie de nos interlocuteurs ont des contacts réguliers avec des proches au Kosovo, principalement avec des membres de leur famille mais aussi, dans une moindre mesure, avec des amis.

Même s'il est qualifié de relativement cher (en comparaison avec Internet), le téléphone reste le mode de communication utilisé par le plus grand monde dans le cadre des relations interpersonnelles, principalement pour deux raisons : malgré les nombreuses affirmations de nos interlocuteurs alléguant que tout le monde a Internet, il s'avère que les personnes âgées au Kosovo, même si parfois elles utilisent Internet avec l'aide des plus jeunes, utilisent principalement le téléphone. La deuxième raison évoquée est liée à la rapidité d'établissement de la communication par téléphone ainsi qu'à sa durée (les communications par téléphone sont généralement plus courtes que les communications menées en visioconférence, ce qui peut refléter l'expression d'un choix).

Cependant, Internet (e-mail, Facebook, MSN, Skype) est très prisé de ses utilisateurs, pour ses vertus de facilité et de prix. La communication par Internet est systématiquement perçue comme meilleur marché que le téléphone (un interlocuteur nous a confié avoir eu par le passé des factures de mensuelles très élevées pour le Kosovo). Ainsi, Internet permet de multiplier les contacts : « *Comme c'est pas cher, on communique plus souvent !* ». « (...) *les contacts sont plus fréquents par e-mail qu'avec le téléphone : avant, c'était une fois par mois, maintenant, c'est 2 à 3 fois par semaine* ».

De manière générale, selon les personnes qui privilégient ce mode de communication, Internet a une influence sur la quantité des contacts avec le Kosovo : son caractère aisé et la flexibilité qu'il offre (réponses différées, envois spontanés, ...) permet d'atteindre un nombre plus élevé d'« interlocuteurs » qu'avec le téléphone, de multiplier la fréquence des contacts. Il est pratiquement incontournable quand il s'agit d'envoyer des documents, des photos, des images : le courrier n'est que très rarement évoqué comme mode de communication et quand il l'est, cela concerne en particulier des cartes de vœux ou des cartes postales illustrées.

Au niveau de la qualité, c'est en particulier les relations entretenues à travers vidéo interposée qui sont concernées. Les personnes qui utilisent les programmes de visioconférence en plus des autres fonctions Internet expriment avec enthousiasme les avantages de cette manière de communiquer : pouvoir se voir est un avantage de taille : « *Comme la distance n'existe pas sur MSN, on est plus spontané. On peut se voir en même temps qu'on s'écrit, donc ça donne une certaine réalité. On voit la personne au lieu de s'imaginer des trucs qui sont faux.* » L'impression d'être réellement en compagnie de son interlocuteur et ce, sans pression du temps, comme dans la réalité physique, amène des avantages sur la qualité de la relation : « *Ma mère me manque, mais avec Internet, j'ai l'impression d'être plus proche d'elle qu'avant. Les contacts réguliers qu'on a avec Skype font qu'elle me manque moins.* ».

La communication via les programmes de visioconférence semble ainsi avoir changé le quotidien des Kosovars qui utilisent ces modes de communication : « *Par rapport à Internet, les e-mails, c'est plutôt pour les choses sérieuses ou pour envoyer des documents (photos), tandis que MSN, c'est pour la famille, les amis. MSN, ça remplace le téléphone !* » ; « *On a deux ordinateurs au salon maintenant, un qu'on n'utilise que avec MSN* ». Une personne que nous avons rencontrée déplore cet état de fait : « *Parfois je vais chez des amis kosovars et là, il y a Internet en permanence branché, avec les deux sœurs en Allemagne et la grand-mère au Kosovo ! (...) On n'est plus entre nous !* ». Il semble qu'avec cette incursion du territoire « Kosovo » dans le territoire « local », Internet devienne un enjeu dans le choix des territoires d'appartenance.

Au niveau des relations interpersonnelles avec la Kosovo, l'influence d'Internet est très forte : fréquence et multiplication des contacts, confort d'utilisation, substitut de réalité des rencontres.

#### *b) Relations professionnelles*

Seules quelques personnes entretiennent des relations avec le Kosovo dans le cadre professionnel (par e-mail), ce qui ne nous permet pas d'en tirer une tendance générale.

Il n'est pas possible de dégager l'influence d'Internet pour ce registre.

### c) Relations de type associatif ou politique

De même que pour les registres spatiaux précédents, le nombre de réponses concernant des activités de type associatif avec le Kosovo est peu important. Néanmoins, on peut en conclure que, le cas échéant, l'influence d'Internet est forte, toutes les relations se faisant soit par la consultation de sites www soit par e-mail. Pour partie, ces relations sont d'ailleurs totalement tributaires d'Internet, sans lequel elles n'auraient pas forcément lieu : « *Je ne pense pas que j'aurais ce type de contacts sans Internet, car ce sont des contacts qui se sont faits par Internet.* »

Le développement de relations de type associatif avec le Kosovo est largement tributaire d'Internet.

**Influence des TIC sur la territorialité relative au pays d'origine** : dans le registre spatial du Kosovo, les relations sont en majorité interpersonnelles. Le recours à Internet influence la fréquence et le nombre des contacts, ainsi que leur qualité. Internet influence de manière déterminante la manière de vivre le Kosovo à distance en renforçant le lien.

## 5.3 La position des non-utilisateurs : exclusion, recherche de relais ?

Etant donné que la majorité des personnes que nous avons rencontrées ont l'impression que « tous les Kosovars ont Internet », l'existence de relais entre utilisateurs et non-utilisateurs n'a pas pu être mise en évidence.

Il faut relever à ce stade que cette affirmation exprime la perception de nos interlocuteurs ; il est par ailleurs apparu à certains moments des entretiens que toutes les personnes âgées, notamment, n'avaient pas Internet, en particulier au Kosovo, et que celles-ci se faisaient aider sur place par les plus jeunes, le cas échéant. Les Kosovars âgés de Suisse, eux, ne semblent pas utiliser Internet ; nous l'avons compris en demandant à nos interlocuteurs de nous donner des contacts de personnes n'utilisant pas Internet. Malheureusement, nous n'avons pas pu rencontrer ces personnes (nous avons expliqué ce biais dans notre chapitre sur le déroulement de l'étude). Si les Kosovars âgés de Suisse sont (presque) systématiquement « oubliés » des discours des personnes que nous avons rencontrées, nous supposons que cela n'est pas dû à leur absence de compétences en termes de TIC, mais plutôt à leur exclusion de la vie publique (sphère professionnelle, sphère associative) et de la vie locale en général. Pour ce qui est des contacts interpersonnels, l'absence d'utilisation d'Internet n'est pas mise en évidence, puisque dans le registre local, on utilise de toute façon plus volontiers le téléphone ainsi que pour une partie du registre de la diaspora (celle en Suisse). Au Kosovo, il arrive que les plus vieux se fassent aider par les plus jeunes. Cela ne se produit pas en Suisse ; ce ne sont donc pas nos interlocuteurs qui peuvent jouer le rôle de relais.

Ainsi, il apparaît que les plus âgés au Kosovo sont davantage utilisateurs d'Internet que les plus âgés en Suisse ! En effet, l'organisation d'une « rencontre » virtuelle sur Internet devient une sorte d'événement rassembleur, alors quand cette opportunité de communiquer se met en place, elle est exploitée par toutes les générations, qui se côtoient de toute façon de manière plus rapprochée qu'en Suisse. Les Kosovars âgés de Suisse, eux, tendent à utiliser davantage le téléphone, le mode de vie local étant davantage individualiste et les membres d'une même famille vivant de façon plus autonome les uns des autres qu'au Kosovo. En outre, le téléphone représente un mode de communication dont le coût est supportable pour ceux qui vivent en Suisse, contrairement aux

personnes âgées résidant au Kosovo, pour qui le prix du téléphone international est réellement prohibitif.

Rarement, nos interlocuteurs ont affirmé avoir joué le rôle de relais : nous avons néanmoins constaté que lorsqu'un de nos interlocuteurs était sollicité par un autre membre de la communauté kosovare (le plus souvent par téléphone), c'était généralement pour dispenser des informations de type administratif : questions de permis, de règlements, grâce à des informations trouvées sur Internet.

Etant donné que nous n'avons pas pu rencontrer de Kosovars n'utilisant pas Internet, il ne nous est pas possible de répondre à la question de l'exclusion dans le cadre de cette recherche. Par contre, nous pouvons avancer, comme piste de réflexion, que les connaissances des TIC d'une partie de nos interlocuteurs, les plus âgés ou, du moins, ceux qui n'ont pas été scolarisés en Suisse, se concentrent précisément sur les programmes leur permettant de communiquer avec les leurs.

De ces considérations, on peut relever que les conclusions que l'on tire en termes d'influence d'Internet ne sont pas valables pour toute la population en ceci qu'elles se concentrent sur une population plutôt jeune. Ce constat est vraisemblablement lié à la structure de la population kosovare vivant en Suisse, dans laquelle les personnes âgées sont vraisemblablement sous-représentées.

#### **5.4 L'influence des TIC sur la triple territorialité**

Nous avons posé l'hypothèse que les TIC, ou plus précisément Internet, n'influencent pas le lien social de la même manière selon le registre spatial considéré : le pays d'accueil (ou le « local »), la communauté dispersée par delà les frontières (la diaspora) ou la région d'origine (le Kosovo). Ce chapitre tente de mettre en évidence le différentiel d'influence d'Internet sur les trois espaces de référence considérés.

L'hypothèse d'une influence variable selon les espaces de référence s'est vérifiée, en tout cas partiellement. Pour cerner l'influence d'Internet spécifique à chacun des trois registres spatiaux, nous avons repris les trois dimensions du lien social comme catégories d'analyse. On notera que ces trois dimensions, elles aussi, ont une influence sur les pratiques en termes d'utilisation Internet. Comme ce n'était pas l'objet de la recherche, nous avons transcendé ce découpage pour nous concentrer sur la comparaison entre les trois registres spatiaux.

Etant donné la complexité des résultats, nous proposons un tableau qui synthétise les résultats exposés ci-dessus :

Influence d'Internet	Suisse	Diaspora	Kosovo
Dimension interpersonnelle	0	++	+++
Dimension professionnelle	+	/	/
Dimension associative	+(+)	+(+)	+(+)
Sur la territorialité (appréciation) <sup>16</sup>	faible	moyenne	forte

Nous observons à la lumière des synthèses du chapitre 5.2 que l'influence d'Internet sur la territorialité ne s'exerce effectivement pas de la même manière selon les registres spatiaux concernés : l'influence d'Internet est plus forte lorsqu'on considère les relations avec la diaspora et avec le Kosovo.

C'est surtout dans le domaine des relations interpersonnelles que l'influence d'Internet diffère d'un registre spatial à l'autre: dans les relations « de voisinage », Internet n'a pas une grande influence puisque les relations sont nourries, entretenues, développées en majorité grâce au téléphone (conversations téléphoniques et sms) et aux rencontres, le premier servant généralement aux secondes. Internet est aussi utilisé, mais de manière complémentaire, secondaire. C'est son caractère « différé » qui le relègue au second plan, alors que les téléphones permettent une plus grande immédiateté de la communication.

Par contre, dans les relations avec la diaspora et le Kosovo, l'influence d'Internet est très marquée, tant d'un point de vue quantitatif que de point de vue qualitatif : la majorité des contacts se font par e-mail, Facebook, ou encore en visioconférence. L'influence *relative* d'Internet, c'est-à-dire par rapport aux autres modes de communication, ne varie pas fondamentalement selon que les communications se font avec la diaspora ou avec le Kosovo ; c'est l'importance du flux de communication avec le Kosovo qu'il faut relever ici.

On peut en conclure que c'est en premier lieu la distance qui a un impact sur le mode de communication retenu, le facteur déterminant étant : « en Suisse » ou « hors Suisse ». En effet, nous avons remarqué que le téléphone était aussi beaucoup utilisé dans les relations avec des membres de la diaspora en Suisse, en raison des tarifs téléphoniques identiques à ceux pratiqués dans le « local ».

<sup>16</sup> Dans cette appréciation synthétique, nous avons écarté la dimension professionnelle, puisqu'elle ne pouvait pas faire l'objet d'une comparaison.

S'appuyant sur cet axe « en Suisse » – « hors Suisse », les relations de type associatif nous fournissent un éclairage intéressant : reposant souvent sur un fonctionnement défini, les relations de ce type se font de manière multilatérale plutôt que bilatérale. Ainsi c'est tout naturellement qu'Internet, pour sa capacité à atteindre « tout le monde » (communication « many-to-many »), s'avère le mode de communication le plus adéquat – et ce, dans les trois espaces. Cela dit, nous constatons tout de même à partir du discours des personnes interviewées, une certaine gradation de l'importance ou du caractère indispensable d'Internet selon l'espace de référence, pour arriver au constat que sans Internet, ce type de relations ne pourraient purement et simplement pas avoir lieu avec le Kosovo – alors qu'il resterait possible dans les deux autres espaces de référence.

Ces constats quant à l'influence d'Internet sur la quantité et la qualité des contacts avec les différents espaces de référence nous apprennent certaines choses sur la manière de s'approprier ces espaces.

En premier lieu, nous constatons que les trois espaces de référence ne sont pas si clairement définis dans la réalité. En particulier la diaspora qui, entendue comme communauté kosovare, s'étend en réalité sur les trois espaces de référence. Mais surtout, l'analyse des entretiens nous apprend que l'usage des TIC contribue à ce que les espaces considérés s'entremêlent et s'entrechoquent, parfois.

En effet, Internet, et plus particulièrement les programmes de visioconférence peuvent, par exemple, réunir des membres d'une même famille issus du local avec des personnes du Kosovo ainsi que d'autres émigrés installés ailleurs (ni en Suisse, ni au Kosovo) ! Internet brouille ainsi les pistes de la territorialité, puisqu'il permet des incursions de territoire à l'intérieur des autres. Toutes virtuelles qu'elles soient, ces incursions n'en sont pas moins un enjeu territorial, puisque, nous le rappelons, l'appropriation de l'espace peut être matérielle ou symbolique. Dans le cas présent, les espaces « Kosovo » et « diaspora » sont investis symboliquement au point de se superposer à l'espace physique local.

Afin d'approfondir nos réflexions sur la territorialité, nous avons confronté ces résultats aux représentations que les personnes interviewées ont de leurs différents espaces de référence. De manière générale, il est important de souligner que la majorité des personnes rencontrées déclarent se sentir davantage chez elles en Suisse qu'au Kosovo et davantage au Kosovo qu'en simple contact avec la diaspora<sup>17</sup>.

Forts de ce constat, nous avons recherché l'existence d'une corrélation entre un fort attachement au Kosovo et une influence d'Internet très marquée dans la pratiques et/ou très valorisée. L'existence d'une corrélation ne nous renseignant pas sur la causalité, nous aurions pu déduire que soit Internet influençait de manière positive la manière de s'approprier l'espace considéré, en l'occurrence, le Kosovo, soit, au contraire, qu'un fort attachement au Kosovo contribuait à encourager l'utilisation d'Internet.

Nous nous sommes ainsi intéressés dans un premier temps aux personnes qui se sentaient davantage « chez elles » au Kosovo qu'en Suisse ou qui ne se sentaient pas davantage « chez elles » en Suisse qu'au Kosovo. De fait, la corrélation n'a pas pu être démontrée : la majorité des personnes de ce groupe estiment qu'Internet leur a permis d'intensifier, de multiplier et d'améliorer

---

<sup>17</sup> Dans ce cas, la diaspora est à comprendre comme l'espace idéal qui correspond à l'affirmation : « Je me sens chez moi n'importe où pourvu que je sois en contact avec les gens, la culture et la langue du Kosovo ».

leurs contacts avec le Kosovo, mais il n'en va pas de même pour la totalité d'entre elles. Les pratiques de ce groupe ne se distinguent pas de l'ensemble des interlocuteurs.

Nous avons alors vérifié en considérant le groupe des personnes qui se sentent « chez elles » en Suisse et nous n'avons pas non plus découvert de tendance qui, à l'inverse, tendrait à minimiser l'apport d'Internet dans la qualité et la quantité de relations.

Cette comparaison nous permet ainsi de relativiser l'existence d'un lien direct entre l'usage d'Internet dans les communications avec un espace de référence donné et l'investissement affectif à cet espace.

On peut aussi considérer que le fait de se sentir « chez soi » davantage en Suisse qu'au Kosovo est lié à une volonté de retour plus ou moins marquée selon les individus, ce qui biaise en quelque sorte le résultat : en effet, nous avons vu que la majorité ne souhaite pas retourner au Kosovo, (voir les raisons invoquées en 5.1), ce qui induit en quelque sorte l'expression de se sentir « chez soi » en Suisse.

Afin d'éviter ce biais, nous avons cherché une corrélation entre les personnes qui se tournaient vers les TIC lorsqu'elles éprouvaient de la nostalgie envers le Kosovo et le groupe des personnes qui se sentent davantage chez elles au Kosovo (ou au moins autant qu'en Suisse). Il s'avère qu'une corrélation a pu être mise en évidence : ceux qui se sentent le plus chez eux au Kosovo sont aussi ceux qui recourent aux TIC lorsqu'ils éprouvent de la nostalgie envers le Kosovo.

Ainsi, nous pouvons en déduire l'existence d'une relation entre le fait d'avoir des liens proches avec le Kosovo et le fait de recourir aux TIC pour s'en rapprocher encore, notamment en situation de « manque ». Il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que c'est précisément le recours à Internet qui renforce le lien au territoire ou si c'est son contraire qui est vrai : le fait d'être très attaché au Kosovo encourage une utilisation d'Internet en cas de « manque » ; néanmoins nous pouvons le supposer.

L'enseignement de ce constat en termes de territorialité se situe dans une nouvelle confirmation que le recours à Internet (en relation avec un territoire) et le fait de se sentir subjectivement proche de ce territoire, en l'occurrence, du territoire d'origine, est lié (la dimension de causalité n'étant pas établie de manière définitive).

## **5.5 Les usages particuliers des Kosovars sur Internet**

Nous avons vu que la majeure partie de nos interlocuteurs communiquent avec leur famille ou leurs amis à distance grâce à Internet. Les programmes de messagerie instantanée (« clavardage ») ou de téléphonie via Internet, comme les programmes de visioconférence, sont très prisés de personnes désireuses de communiquer à distance, le fait de se voir conférant un caractère très réaliste à l'échange, qui s'apparente ainsi à une véritable rencontre. La distance est ainsi « abolie ». Tel est l'usage particulier le plus manifeste qui nous est apparu au fil de cette recherche.

Cependant, à ce stade des recherches, il n'est pas possible d'affirmer avec certitude si cette préférence dans le domaine de la communication concerne particulièrement les diasporas (ou la diaspora kosovare) ou si elle représente le mode de communication choisi par toutes les communautés émigrées, ou encore, par toutes les personnes souhaitant maintenir un contact régulier à (grande) distance. En effet, cette manière « d'abolir » la distance ne se réfère que peu à la

particularité d'être membre d'une diaspora : ni le caractère « dispersé », ni l'interpolarité des relations ne constituent des facteurs déterminants dans le choix de ce type de communication. C'est bien plus la distance – et, de là, la relative rareté des rencontres réelles, d'une part, le prix élevé des communications téléphoniques, d'autre part – qui semble déterminer le recours à ce type de communication.

Le phénomène Facebook nous est apparu également, presque exclusivement au cours des entretiens ayant eu lieu en 2009<sup>18</sup>. Certaines personnes font partie de groupes de discussion qui font référence explicitement au Kosovo (par exemple « Les Kosovars de Suisse », « Suisse pour l'indépendance du Kosovo ») : le fonctionnement de ces groupes, d'un côté, un forum de discussion, de l'autre, un « mur » où chacun peut poster des textes, des images ou des vidéos, permet d'échanger des idées et d'éventuellement faire de nouvelles connaissances, entre personnes intéressées par le même sujet. Ainsi, l'identité même des Kosovars (leur origine géographique) devient support d'une communauté d'intérêt.

Nous avons vu dans la problématique que les liens activés par l'usage d'Internet ou les communautés virtuelles peuvent être soit a-territoriaux, en ceci qu'ils réunissent virtuellement des personnes autour d'un intérêt commun, soit que les TIC augmentent le potentiel d'interaction avec le territoire réel. Dans le cas des diasporas, on constate finalement, avec l'utilisation des groupes « Kosovo » sur Facebook, une opportunité de développer doublement des interactions avec le territoire réel. D'une part, avec le Kosovo : le fait d'appartenir à ce type de groupes encourage l'accès à une meilleure connaissance du Kosovo, le partage de valeurs communes et augmente ainsi le sentiment d'appartenance. En conséquence, l'appropriation symbolique du territoire s'en trouve approfondie. De là, le potentiel d'interactions avec le territoire réel, par le biais de séjours au Kosovo, par exemple, augmente. D'autre part, le potentiel d'interactions avec le territoire local s'en trouve aussi élargi, puisque le contact avec les membres du groupe permet en plus de faire de nouvelles connaissances, ce qui peut là encore, déboucher sur des rencontres à l'échelle locale ou éventuellement à l'échelle de la diaspora.

Nous pouvons ainsi affirmer que la fréquentation virtuelle des groupes sur Facebook a un impact sur la territorialité de la diaspora kosovare et que Facebook, par le biais de ses groupes d'intérêt, peut être considéré comme un media « diasporique ». Nous devons toutefois nuancer et souligner que seule une minorité des personnes que nous avons rencontrées font partie de groupes d'intérêt en rapport avec le Kosovo de Facebook. Il serait intéressant d'observer si l'on a affaire à une tendance qui va se confirmer et se développer dans l'avenir ou non.

Nous avons identifié d'autres sites Internet destinés, entre autres, à la diaspora et beaucoup fréquentés par nos interlocuteurs : il s'agit des versions en ligne de radio-TV (notamment, rtklive.com), de journaux (kohaditore.com, botasot.info, kosova-sot.info) ou de magazines (gazetaexpress.com) du Kosovo, édités en albanais. En fait, il s'agit de sites locaux kosovars, que la technologie Internet permet de fréquenter de partout sur terre. C'est-à-dire que les relations s'établissent à travers ces sites entre le Kosovo et les Kosovars exilés pris un à un, et non dans une perspective communautaire.

Plus surprenant, et peut-être plus typiquement « diasporique », le site français Le Courrier des Balkans (balkans.courriers.info), sous-titré « le portail francophone des Balkans », a été souvent

---

<sup>18</sup> Même si Facebook était déjà connu en 2008, son usage s'est encore plus largement répandu entre 2008 et 2009.

nommé comme site consulté en vertu de sa relative neutralité d'opinion en comparaison avec les sites kosovars. Ce site contient des actualités, une revue de presse (des articles de journaux traduits en français), une série d'articles de fond ainsi que des cahiers thématiques. La popularité d'un tel site parmi la communauté kosovare, notamment chez les plus jeunes, témoigne-t-il ainsi d'une amorce de détachement du territoire d'origine vers le territoire de la diaspora ? Nous nous référons au « glissement » observé par Ma Mung (1999) de la localisation du centre de gravité de la diaspora du territoire d'origine vers les pôles de la diaspora. Il sera plus largement question de ce glissement dans le chapitre 6.2. En effet, à ce stade, ce constat observé dans les pratiques n'est de loin pas assez généralisé pour en tirer des conclusions : de manière générale, ce sont les sites kosovars qui sont les plus consultés, notamment en matière d'actualités, ce qui tend plutôt à contredire la théorie du « glissement ».

Enfin, mentionnons encore que dans le domaine de l'histoire et de la culture, ce sont également des sites kosovars qui sont consultés, à l'exception de Wikipedia et, bien entendu, de Google, qui représentent un pan important des pratiques Internet des personnes que nous avons rencontrées.

En conclusion, nous soulignons que les pratiques Internet des personnes rencontrées s'établissent davantage entre le Kosovo et les Kosovars de Suisse, dans une relation qu'on peut qualifier de « bipolaire », qu'au travers d'une communauté virtuelle (relations « multipolaires ») comme on aurait pu l'imaginer en se référant à l'existence d'une diaspora.

## 6. SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS

### 6.1 Retour aux hypothèses

#### Hypothèse 1 : l'influence d'Internet sur le lien social

L'hypothèse 1 (voir le chapitre 3.2), qui questionne l'influence des TIC dans les trois espaces de référence, a été largement confirmée et commentée tout au long du chapitre 5 : oui, l'utilisation des TIC modifie bel et bien le lien social dans les trois espaces de référence considérés. Une lecture graphique de l'hypothèse 1, dans ses déclinaisons en H1a, H1b, H1c, est proposée sous forme de tableau de synthèse au chapitre 5.4.

Les sous-hypothèses H1d et H1e, qui complètent les trois premières sous-hypothèses évoquées ci-dessus, supposent des conséquences à la non-utilisation d'Internet. A la lumière des résultats des entretiens, elles ne peuvent pas être confirmées :

- l'étude de cas ne nous a pas permis d'apporter de réponse à la sous-hypothèse H1d, qui suppose l'existence d'un sentiment de « perte » chez les non-utilisateurs d'Internet. En effet, d'une part, nous n'avons pas pu rencontrer de non-utilisateurs d'Internet et, d'autre part, le sentiment des non-utilisateurs n'a de manière générale pas été relayé par nos interlocuteurs, qui supposaient que « tout le monde utilise Internet » ;
- la sous-hypothèse H1e suppose l'existence d'utilisateurs-relais pour les non-utilisateurs. Cette hypothèse est partiellement infirmée, puisque rares sont les interlocuteurs qui se sont souvenus jouer ce rôle. Des situations particulièrement propices à la demande de relais n'ont pas pu être mises en évidence.

#### Hypothèse 2 : l'influence d'Internet s'exprime différemment selon l'espace considéré

De manière générale, l'hypothèse 2 est partiellement confirmée : l'influence des TIC est sensiblement différente selon l'espace considéré. Seulement, contrairement à notre vision de départ, l'influence des TIC n'est pas plus la forte sur l'espace « diaspora » mais bien plus sur l'espace « Kosovo » : la sous-hypothèse H2a est donc infirmée. Les sous-hypothèses H2b et H2c sont confirmées :

- l'influence de l'usage des TIC se manifeste davantage dans les rapports à l'espace « territoire d'origine » que dans les rapports à l'espace « pays d'accueil » (ou « local ») ;
- l'influence de l'usage des TIC se manifeste davantage dans les rapports à l'espace « diaspora » que dans les rapports à l'espace « pays d'accueil » (ou « local »).

Afin de faciliter la lecture de ces résultats complexes à mettre en mots, nous proposons un schéma qui récapitule l'influence des TIC (et plus particulièrement d'Internet) dans une perspective comparative des espaces de référence :

Hypothèse 2 : Influence d'Internet → Diaspora > Kosovo > Suisse

Résultat observé : Influence d'Internet → Kosovo > Diaspora > Suisse

Ainsi, nous pouvons en déduire que grâce à l'utilisation d'Internet, la distance vécue entre les Kosovars de Suisse et ceux du Kosovo tend à diminuer. Le sentiment d'appartenance des Kosovars se crée en fonction du territoire d'origine et non à travers la diaspora, peu mobilisée en dehors des liens familiaux.

Traduite en termes de territorialité, l'influence des TIC mise en évidence par l'étude de cas peut s'illustrer par le schéma suivant :

Résultat observé : Influence d'Internet → Bipolarité > Multipolarité > Proximité

La territorialité liée à la diaspora, ou l'appropriation du territoire-réseau multipolaire, est moins importante que la territorialité liée au territoire d'origine.

### Hypothèse 3 : les usages spécifiques des TIC

L'hypothèse 3 semble partiellement confirmée : nous considérons l'usage des fonctions de visioconférence (MSN, Skype) comme une particularité propre à la diaspora ou, du moins, comme une particularité induite par la distance. Il ne nous est pas possible à ce stade d'en déduire si c'est propre aux diasporas ou à toutes les communautés émigrées. Pour ce faire, il aurait été nécessaire d'élargir l'étude de cas à une ou plusieurs autres communautés émigrées.

## 6.2 Internet et territorialité : enseignements appliqués à la diaspora kosovare

Dans l'analyse du « différentiel » de l'influence d'Internet selon l'espace de référence considéré (chapitre 5.4), nous sommes arrivés au constat qu'Internet influence plus les relations avec la diaspora et le Kosovo que les relations locales. On peut en déduire que l'influence d'Internet se manifeste plus dans les processus d'appropriation de l'espace qui relèvent de l'ordre du symbolique.

Les observations de Ma Mung (1999) nous avaient laissé penser que l'espace « diaspora » était tout particulièrement le lieu de l'imagination et du mythe. Même s'il n'est pas possible de se déterminer avec certitude, nos résultats nous portent à croire davantage que c'est l'espace « Kosovo » qui, pour nos interlocuteurs, représente le lieu le plus important de l'investissement, en particulier affectif. Si le Kosovo est un espace bien réel, son appropriation par les Kosovars en Suisse, elle, est virtuelle : ces derniers visitent le Kosovo à travers Google, à la recherche d'images et de photos reflétant les changements en cours, ils visitent son histoire, sa culture et ses traditions en téléchargeant de la musique, en visionnant des articles historiques, en parcourant les forums, etc. On peut ainsi en conclure que c'est l'appropriation symbolique du Kosovo par l'utilisation d'Internet qui permet de garder un contact étroit avec le Kosovo, et de maintenir ce dernier comme le « centre de gravité » de la diaspora.

Cet investissement virtuel mais néanmoins intense du territoire national par la diaspora kosovare permet également une transmission des valeurs et des traditions directement du Kosovo vers les plus jeunes membres de la diaspora. La transmission ne se fait ainsi plus exclusivement de génération en génération. Ainsi, nous avons rencontré des personnes plutôt jeunes qui cherchaient à nous faire comprendre ce qui avait amené la guerre, combien l'indépendance autoproclamée leur tenait à cœur, quels étaient les problèmes encore à résoudre au pays, etc. De cette manière, en partie grâce aux informations qu'elles ont pu trouver sur Internet, elles participent à l'affirmation de la nation de l'extérieur en jouant en quelque sorte le rôle d'ambassadeurs informels.

Nous avons vu dans notre première partie dédiée à l'analyse théorique qu'Internet, en tant que réseau lui-même, privilégie les communications organisées en réseau. A la frontière du personnel et du communautaire, il nous semblait être le mode de communication le plus adapté à l'expérience diasporique. Ce dernier point n'est pas contestable à la lumière de nos résultats, nous avons relevé l'importance d'Internet dans la manière de communiquer de nos interlocuteurs. Cependant, l'aspect de « réseau communautaire » qui constitue un réel potentiel donné par Internet (la multilatéralité simultanée et à large échelle) semble être sous-exploité par notre échantillon : mis à part les quelques personnes inscrites à des groupes thématiques sur Facebook, la plupart des relations s'établissent entre les Kosovars exilés et le Kosovo (à travers les personnes qui y résident et les sites qu'il héberge), et non pas entre une communauté des Kosovars exilés (une diaspora) et le Kosovo. Si nous pensons à Nedelcu (2003) et le réseau de migrants roumains qu'elle a observé ou encore aux constats que la naissance d'une diaspora s'accompagne de la création d'un site Internet, force est de constater qu'il n'en est rien parmi la communauté kosovare : il n'existe pas, par exemple, de site d'entraide à l'intention des Kosovars de Suisse (de Suisse romande ou d'ailleurs) ou d'autre site particulièrement dédié à la communauté kosovare de l'étranger, sorte de plate-forme qui constituerait une base à la (re)construction d'une identité collective propre et aux vertus homogénéisantes. L'activité associative au niveau international n'est pas très développée, même si elle est souvent tributaire d'Internet. De la même façon, ces activités sont plutôt éclatées et on ne trouve pas de plate-forme internationale regroupant des associations qui serait incontournable. C'est comme si Internet offrait un potentiel sous-exploité par une diaspora kosovare qui ne s'organise effectivement pas en diaspora – du moins sur Internet.

Autrement dit, la diaspora ne joue pas non plus de rôle d'intermédiaire dans les relations des émigrés du Kosovo avec ceux restés au Kosovo. Les relations sont inscrites dans un axe bipolaire local – Kosovo, plutôt que multipolaire.

Les raisons de cette sous-exploitation sont multiples : si le potentiel (Internet) existe, qu'il ne représente pas d'investissement financier important et qu'il reste cependant sous-exploité, alors, on peut en déduire que le besoin de s'organiser en réseau n'est pas présent parmi les Kosovars. En effet, après les années de répression et de guerre dans lesquelles une organisation en réseau était vraisemblablement indispensable, la situation est plus calme au Kosovo et on assiste à une attitude plus d'observateurs que d'acteurs de la part des Kosovars de notre recherche. Une autre explication réside dans le fait que contrairement aux migrants roumains observés par Nedelcu (2003) qui constituaient un groupe relativement homogène (ce sont des scientifiques hautement qualifiés), la diaspora kosovare est composée d'une multitude de profils arrivés à des moments différents (notamment par rapport l'histoire du Kosovo – avant, pendant, après la guerre) et qui, bien que très attachée à ses racines, peine à se retrouver ou à se mobiliser hors des liens familiaux.

Bien plus, notre recherche empirique met en lumière que ce sont particulièrement les relations avec le pays d'origine qui sont le plus favorisées par l'usage d'Internet. Or d'après la théorie (notamment Ma Mung 1999), la relation entre les membres d'une diaspora tend, avec le temps, à se substituer à celle avec la communauté demeurée dans le territoire originel. Ce glissement des relations du foyer d'origine vers les pôles d'une diaspora partageant une culture, des valeurs, éventuellement une symbolique et une lecture du pays d'origine similaire, ne se vérifie pas dans le cas de notre objet d'étude. Dans le domaine de la diaspora, c'est avant tout le réseau familial qui est activé, or dans la plupart des cas, une partie des relations familiales est tournée vers le Kosovo. Précisément, il nous est apparu à travers les discours de nos interlocuteurs, que les relations avec le Kosovo étaient plus riches, plus nourries, plus fréquentes et plus intenses qu'avec la diaspora. Ainsi, pour reprendre les

termes de Ma Mung, l'origine du groupe ne se déplace pas vers les points d'ancrage de la diaspora, mais au contraire demeure ancrée dans le territoire d'origine du groupe. En allant plus loin, on peut supposer qu'en l'absence d'Internet, le lien avec le Kosovo tendrait à se distendre voire à se dissoudre, ceci probablement en faveur de la diaspora. Dans notre objet d'étude, c'est peut-être précisément la généralisation de l'accès à Internet au Kosovo qui tend à empêcher ou freiner ce glissement constaté par d'autres chercheurs. D'ailleurs, un de nos interlocuteurs l'a souligné : *« Il y a eu un moment où tout le monde s'est mis à Internet au Kosovo, alors, on a remarqué qu'on pouvait communiquer avec le Kosovo comme avec les autres ! »*

Plutôt que de renforcer la territorialité de la diaspora, la généralisation du réseau www revient finalement, et paradoxalement, à rendre cette territorialité moins prégnante que celle du territoire d'origine et à ancrer le centre de gravité de la communauté kosovare dans le territoire d'origine.

## ANNEXE : LA DIASPORA KOSOVARE, CONTEXTE HISTORIQUE

### 1. Perspective historique de la « question » du Kosovo

Le Kosovo est un petit Etat d'ex-Yougoslavie (environ 2 millions d'habitants) dont l'indépendance a été proclamée en février 2008. Peuplé à majorité d'Albanais et en minorité de Serbes, il a fait partie de la Yougoslavie, puis de la Serbie et, depuis 1999, il était placé sous le contrôle international. Il est actuellement reconnu comme Etat indépendant par une grande partie des Etats européens et les Etats-Unis.

#### La carte de l'ex-Yougoslavie



Source : [www.un.org](http://www.un.org) (avant l'indépendance du Monténégro proclamée en 2006)

La question du Kosovo (une terre pour deux peuples, Serbe et Albanais) est « un cas typique de confrontation de légitimité historique entre deux peuples ».<sup>19</sup>

En effet, les Serbes considèrent le Kosovo comme le berceau de leur civilisation. Ils se réfèrent à la fondation de l'archevêché de Pec au XIII<sup>e</sup> et ainsi au fait qu'au Moyen-Âge, la région formait le cœur de l'église orthodoxe et du Royaume serbe, avant l'occupation de la région par l'Empire ottoman.

En 1389, le Royaume de Serbie capitule devant l'Empire ottoman. Cette défaite constitue une véritable tragédie nationale, entourée de légendes contribuant au mythe. La Serbie ne retrouve le contrôle de son territoire qu'en 1912, lors de la première guerre des Balkans.

<sup>19</sup> Gjeloshal, de Waele, 1999.

La vision des Albanais du Kosovo est tout autre, puisque ces derniers se réclament les descendants des Illyriens, peuple occupant la région comprise entre la Grèce et la Slovénie dès le II<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ (ou le VII<sup>e</sup>, selon les sources) et incluant l'actuel Kosovo.

Les Illyriens sont censés avoir été christianisés très tôt, comme les Grecs, dès les premiers siècles soit bien avant les Slaves, arrivés tardivement dans la région et évangélisés seulement autour du X<sup>e</sup> siècle. Cela dit, la filiation du peuple albanais avec les Illyriens ne fait pas l'unanimité car il est inévitable que ceux-ci se soient mélangés avec les populations hellènes, romaines puis slaves. Sous la domination turque, les Albanais s'avèrent pourtant les moins réfractaires à l'islamisation (deux sur trois environ se firent musulmans).

Les tensions entre Serbes et Albanais ont ainsi de profondes racines historiques. Le nombre relativement élevé de fonctionnaires albanais dans l'administration ottomane a aussi amené les Serbes à les considérer comme des oppresseurs au même titre que les Turcs.

A la chute de l'Empire ottoman, dès 1918, le Kosovo voit sa destinée liée à celle de la Serbie : au sein du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (qui deviendra un an plus tard le Royaume de Yougoslavie). Toute forme de résistance est réprimée dans cet Etat, la volonté du pouvoir central étant de créer une nouvelle entité forte. L'Etat reconnaît toutefois le pluralisme et est constitué de six républiques : la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Slovénie.

Fait unique dans son histoire, suite à l'attaque de la Yougoslavie par Hitler en 1941, le Kosovo est pendant une courte période rattaché à l'Albanie, elle-même gouvernée par l'Italie fasciste de Mussolini. Il sera « libéré » en 1945 par Tito et rattaché à la Yougoslavie. Les habitants du Kosovo disposent alors des mêmes droits que les habitants des républiques yougoslaves, à ceci près que le Kosovo n'a pas le droit de se séparer de la Fédération.

A force de revendications, le Kosovo obtiendra en 1974 le statut de « province autonome » au sein de la Serbie. Ce statut habilement défini (Tito étant soucieux d'éviter une explosion des nationalismes) lui permet d'être directement représenté au sein des instances fédérales (à l'instar des autres républiques) et même de disposer d'un droit de veto au sein de la République serbe.

La mort de Tito ouvre la voie à la montée du nationalisme serbe. Selon la spécialiste des Balkans Diane Masson (2000), « en 1980, à la mort de Tito, les Yougoslaves passent d'une figure emblématique - bien que controversée - à un pouvoir anonyme, qui leur laisse à peine le temps de se familiariser avec leurs dirigeants. La Constitution de 1974 prévoit en effet l'existence d'une présidence collégiale, comprenant un représentant pour chaque république et chaque région autonome. La présidence est censée connaître une rotation tous les ans, alors que le gouvernement possède un mandat pluriannuel. Cette transition soudaine et peu satisfaisante contribue à donner un caractère instable et précaire à la vie politique, remettant en cause la viabilité du système. Après la disparition du charismatique maréchal, la place du pouvoir est de facto vacante, les postes de présidents formellement créés n'étant en aucun cas influents. Toutes les conditions sont réunies pour une course au pouvoir. »

L'ascension politique de Slobodan Milosevic marque une période de « reprise en main » du Kosovo par la Serbie : les manifestations de 1981 d'Albanais du Kosovo réclamant le statut de République (qui permettrait à la province d'obtenir le droit à l'autodétermination) sont sévèrement réprimées. Milosevic est d'abord président de la ligue communiste de Serbie, puis président de la Serbie en

1989. Il assoit son pouvoir sur la justification de la guerre pour résoudre les conflits en ex-Yougoslavie. C'est particulièrement après 1987 qu'il prend fait et cause pour les Serbes du Kosovo, dans le but d'asseoir la souveraineté de la République serbe sur l'ensemble de son territoire.

Tandis que des fidèles de Milosevic sont placés aux postes-clés de l'administration au Kosovo, l'enseignement en albanais est interdit, l'Université de Pristina fermée. En 1989, le statut de « province autonome » est officiellement révoqué.

Par référendum, une assemblée législative parallèle et un président de la République, Ibrahim Rugova, sont élus en mai 1992, dans une relative indifférence générale (seule l'Albanie voisine reconnaît alors l'indépendance du Kosovo), la Serbie étant aux prises avec la désintégration de la Yougoslavie jusqu'aux accords de Dayton, fin 1995 (dont le Kosovo est le grand absent).

En mars 1998, le conflit éclate dans la province du Kosovo, dû principalement à l'interaction de deux facteurs: la radicalisation du pouvoir serbe et la montée en puissance de l'UÇK (Armée de libération du Kosovo) qui apparaît en 1996-1997. Malgré les appels à la non-violence de Rugova, une armée de « guérilleros » composée en grande partie de jeunes gens désœuvrés, sans perspectives économiques d'avenir, se forme : l'UÇK (armée de libération du Kosovo). Profitant du pillage de casernes par la population civile en Albanie, l'UÇK s'est constitué un véritable arsenal qu'elle utilise contre les forces serbes. Ces attaques entraînent une violente répression de la part de l'armée fédérale et de la police serbe. Des villes et villages sont détruits, poussant la population civile à fuir les combats.

Suite à un épisode particulièrement meurtrier impliquant des civils albanais, la pression de la communauté internationale sur le régime serbe augmente. Craignant une extension du conflit à la Macédoine, où nombre d'Albanais du Kosovo ont trouvé refuge, le Conseil de sécurité de l'ONU condamne en mars 1998 l'usage excessif de la force par la police serbe. Six mois plus tard, il monte le ton en adoptant la résolution 1199 qui estime que la situation au Kosovo représente « une menace pour la paix et la sécurité » dans la région. Il exige un cessez-le-feu et le retrait des forces serbes, qui poursuivent leur répression.

Le 24 mars 1999, l'OTAN intervient en procédant à des frappes aériennes sur la Serbie et obtient après 78 jours que la Serbie se retire du Kosovo. La région passe alors sous l'administration des Nations Unies en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité datée du 10 juin 1999. A partir de cette date, c'est près d'un million de Kosovars qui reviennent progressivement sur leurs terres.

De 1999 à 2008, le Kosovo est géré par la MINUK (Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo), une mission internationale civile destinée à superviser, entre autres, l'élaboration de nouvelles institutions démocratiques. La sécurité est, quant à elle, assurée par la KFOR. La KFOR est une mission de l'OTAN forte d'environ 15'000 hommes, notamment dans les enclaves serbes au nord du Kosovo et notamment dans la ville de Mitrovica (située au nord du Kosovo, Mitrovica est coupée en deux par la rivière Ibar ; au sud, la population est très majoritairement albanaise et au nord, très majoritairement serbe ; chaque zone compte des enclaves minoritaires ; la tendance à la partition se durcit par des échanges de propriétés).

Ces deux missions sont issues de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. Pendant ce temps, les minorités non albanaises sont plus ou moins poussées au départ et, avec elles, la vision d'une « démocratie communautaire » englobant toutes les communautés au sein de la Serbie échoue. Des intimidations sont exercées pour que les Kosovars serbes, notamment, vendent leurs maisons,

des pressions auraient été exercées sur les moines du célèbre monastère de Decani pour qu'ils cèdent leurs terres. Le faible nombre de retours suite aux émeutes de mars 2004 (29 églises et monastères orthodoxes ont été détruits ou gravement endommagés) mettent en évidence « le manque de sécurité de la population serbe mais aussi le faible attrait pour une province dont l'avenir est brouillé et la prospérité hypothétique » (Perrot, 2005).

Après l'échec des discussions entre Belgrade et Pristina, placées sous l'égide de l'ONU depuis 2005, le Kosovo proclame son indépendance le 17 février 2008, suivie de l'entrée en vigueur de la constitution kosovare le 15 juin 2008. Cette dernière institue notamment la République du Kosovo comme Etat laïque et neutre en matière de convictions religieuses, dont les langues officielles sont l'albanais et le serbe. Elle consacre théoriquement l'entière souveraineté des organes de pouvoir kosovars.

Cette fois, l'indépendance autoproclamée du Kosovo provoque des réactions au sein de la communauté internationale.<sup>20</sup> Rapidement, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et les États-Unis reconnaissent formellement l'indépendance du Kosovo. Ils y voient le terme d'un processus inéluctable. De nombreux autres pays suivront leur décision, dont la Suisse. Toutefois, certains pays, particulièrement la Russie et la Serbie, refusent catégoriquement de reconnaître l'indépendance du Kosovo. Ce sont les Etats qui craignent un précédent ou des revendications de minorités au sein même de leur territoire : l'Espagne, qui craint pour la Catalogne et le Pays basque, la Grèce, Chypre, la Roumanie, la Slovaquie en Europe mais aussi l'Iran, l'Inde, l'Egypte, la Libye, l'Algérie, le Brésil ou encore l'Argentine. Ils dénoncent également son caractère illégal. Les Serbes du Kosovo, eux, ne reconnaissent pas les institutions mises en place par Pristina. Du coup, ils ont réuni leur propre assemblée à Mitrovica, ville symbole de la division du Kosovo. Cette « autorité » n'a pas de pouvoir exécutif mais elle est perçue comme un défi adressé par la minorité serbe au pouvoir central de Pristina, dont les Serbes ne reconnaissent pas la légitimité. L'installation de cette assemblée devrait réunir des responsables locaux en se fondant sur les résultats des élections organisées en mai par la Serbie dans son ancienne province. Selon des dirigeants, elle devrait renforcer la « coordination » entre Belgrade et Pristina.

La question de la légitimité du nouvel Etat n'est donc pas résolue de manière unanime. La Cour internationale de justice examine actuellement (décembre 2009) la légalité de l'indépendance du Kosovo<sup>21</sup>. Des voix s'élèvent qui voient le droit international ainsi bafoué, puisque l'indépendance du Kosovo est en principe – ou, du moins, en partie – contraire à la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ces dernières soulignent aussi le fait que le Kosovo n'a jamais été un Etat indépendant et que le principe d'auto-détermination des peuples est ainsi usurpé, puisqu'il pourrait s'appliquer à n'importe quelle minorité de n'importe quel Etat. De fait, c'est d'avoir été l'objet d'un « nettoyage ethnique » par les Serbes qui sert de légitimation à la création du nouvel Etat. Enfin, d'aucuns se demandent quel avenir est possible pour un Etat sans grandes ressources économiques

---

<sup>20</sup> Pour être reconnu par la communauté internationale, le Kosovo doit maintenant être reconnu par une majorité des 192 pays membres de l'assemblée générale de l'ONU. La reconnaissance d'un nouvel État ou gouvernement est un acte que seuls des États ou des gouvernements peuvent accomplir. Elle présuppose généralement la volonté d'établir des relations diplomatiques. L'ONU n'est ni un État ni un gouvernement, aussi n'est-elle pas habilitée à reconnaître un État ou un gouvernement. En tant qu'organisation d'États indépendants, elle peut admettre un nouvel État comme Membre ou accepter les pouvoirs des représentants d'un nouveau gouvernement. La Suisse a d'ores et déjà ouvert sa représentation à Pristina et une ambassade du Kosovo à Berne a été ouverte en 2009.

<sup>21</sup> Cf. dépêche de l'AFP, 1<sup>er</sup> décembre 2009.

vivant « sous perfusion » de sa diaspora (voir les articles de Dérens 2008, Judah 2008, Dubois 2008, Chevènement 2008).

Or le partage des responsabilités entre les institutions locales et internationales est loin d'être réglé : le secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-Moon semblait jusque-là vouloir privilégier l'autonomie, sans qu'il soit clair sous quelle forme, tout en désirant garantir la souveraineté du territoire serbe (inscrite dans la résolution 1244, ratifiée par la Russie). La résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui est à la base du déploiement des forces de la KFOR et de la MINUK, contient un message pour le moins équivoque : d'un côté, elle devait faciliter un processus visant à déterminer un futur statut autonome du Kosovo et, de l'autre, elle garantit l'attachement du Kosovo à la Yougoslavie (formée à l'époque de la Serbie et du Monténégro). En effet, un de ses « principes généraux » est la promotion d'« un processus politique en vue de l'établissement d'un accord-cadre politique intérimaire prévoyant pour le Kosovo une autonomie substantielle, qui tienne pleinement compte des Accords de Rambouillet et du principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie ». Dès lors, on comprend les différences d'interprétation. Dans le même souci de ménager la chèvre et le chou, le mandataire de l'ONU Martti Ahtisaari, qui supervise les négociations entre la Serbie et le Kosovo depuis 2005, a prévu dans son plan soumis au Conseil de sécurité, d'accorder au Kosovo le « statut d'Etat indépendant, possédant ses propres symboles, sa constitution et son armée et placé sous le contrôle de la communauté internationale ». Le plan est soutenu par les États-Unis et l'Union européenne, mais rejeté par la Serbie et la Russie, qui menace d'utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité.

A la suite de la déclaration d'indépendance de l'Assemblée des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo le 17 février 2008, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré que la résolution 1244 restait le cadre légal du mandat de la MINUK dans l'attente des prochaines décisions du Conseil de sécurité. Une reconfiguration de la mission laissant plus de place à l'UE est prévue. Etant donné le changement des circonstances (notamment la création d'institutions indépendantes et leur non-reconnaissance par les Serbes du Kosovo), « la MINUK ne peut plus jouer son rôle aussi efficacement que par le passé ». Le secrétaire général Ban Ki-Moon privilégie donc une reconfiguration de la mission laissant plus de place à l'UE. Ce rôle devrait échoir à la mission du Conseil de l'Union européenne « EULEX Kosovo ». La Serbie et la Russie s'opposent à ce transfert de compétences qu'ils estiment illégal en dehors du cadre de la résolution 1244. En d'autres termes, la question de la légitimité du nouvel Etat n'est pas résolue de manière unanime.

La forme juridique que revêtira le transfert de responsabilité entre l'ONU et la nouvelle mission de l'UE n'est pas encore définie, ni comment la Serbie et la Russie pourront s'y rallier, même s'il semble inéluctable que, d'une indépendance « symbolique », le Kosovo s'achemine vers une indépendance « réelle ». Dans ce cadre, l'avenir des territoires à majorité serbe du Kosovo, qui fonctionnent avec des institutions parallèles, n'est pas réglé. « Imaginer leur réintégration est parfaitement illusoire, et les diplomates occidentaux semblent s'accommoder, dans un premier temps, d'une « partition en douceur » du secteur nord, d'une partition qui ne dirait pas son nom, et qui ne serait rien d'autre que le maintien de la situation actuelle... » (Dérens 2008).

## **2. Le Kosovo et la Suisse**

Selon le DFAE, environ 10% de la population kosovare vit actuellement en Suisse, c'est dire que la Suisse est un des pays européens qui concentre une forte population albanaise ex-yougoslave (de Serbie, du Monténégro, du Kosovo, de Macédoine), nombre estimé à environ 200'000 personnes.

### *La position de la Suisse face à l'indépendance du Kosovo*

La Confédération confesse que c'est l'intérêt national suisse qui a prévalu dans la reconnaissance de l'Etat du Kosovo, notamment en raison des perspectives de développement économiques de la région et la perspective de pouvoir signer des accords bilatéraux avec le Kosovo.

En résumé, l'indépendance du Kosovo ouvre la voie aux investisseurs américains, européens et suisses et donc au développement économique. Elle devrait ainsi faciliter le retour des Kosovars dans leur pays.

### *Les vagues successives d'immigration en Suisse*

L'immigration des Albanais de l'ex-Yougoslavie est relativement ancienne en Suisse et n'a pas toujours été liée à des problèmes politiques (réfugiés).

Selon Bashkim Iseni (2005), « la première vague de l'immigration albanaise de l'ex-Yougoslavie en Europe occidentale date de la fin des années 60 et [...] est de nature avant tout économique ». Elle concerne principalement des personnes peu qualifiées et issues de régions confrontées à un taux de chômage élevé et à une forte précarité socio-économique.

Dans les années 1980, la conjoncture favorable incite la Suisse à engager de la main-d'œuvre immigrée, en particulier dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie, de l'industrie, etc. Toujours selon B. Iseni, ces travailleurs souvent jeunes, hommes, qui entretiennent financièrement leurs familles restées au pays, sont généralement au bénéfice d'un permis de saisonnier.

Par la suite, l'immigration prend un aspect plus politique : dès 1989 et dans les années 1990, la répression et la guerre poussent des centaines de milliers d'individus de l'ex-Yougoslavie à chercher refuge en Europe. Iseni (2005 : 3) estime que « le choix de la Suisse comme destination préférée s'explique principalement par les liens et les réseaux qui ont été tissés entre les travailleurs immigrés et la Suisse et la création d'une certaine tradition de flux migratoire vers ce pays ». Les demandes d'asile et le mariage deviennent les voies privilégiées pour séjourner en Suisse, sans compter les nombreuses demandes de regroupement familial effectuées par les anciens saisonniers.

Depuis la fin de la guerre au Kosovo, la mobilisation politique de la population kosovare en lien avec le pays d'origine a fortement diminué. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'intégration a été sérieusement envisagée, preuve en est les nombreuses demandes de naturalisation. Un peu paradoxalement, cette volonté s'explique, selon Iseni (2005 : 4), par « l'absence d'attractivité du pays d'origine (...) mais aussi et surtout par l'émergence d'une deuxième, voire troisième génération d'immigrés pour qui la Suisse est le pays où ils sont nés et [où ils ont] grandi ».

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages, articles, parties d'ouvrages

ANTEBY-YEMINI Lisa et BERTHOMIERE William, 2005, « Les diasporas : retour sur un concept ». *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem* n° 16, 2005, URL : <http://bcrfj.revues.org/index57.html> [mis en ligne le 17 septembre 2007, consulté le 19 août 2009.]

BAILLY Antoine (dir.), 2005, *Les concepts de la géographie urbaine*. Paris, Armand Colin, 333 p.

BEAUDE Boris, 2009, « La mobilité augmentée par les technologies de l'information ». *Flash Informatique*, numéro spécial été 2009, Lausanne : EPFL, pp. 7-10.

BERTHOMIERE William et CHIVALLON Christine (dir.), 2006, *Les diasporas dans le monde contemporain: un état des lieux*. Paris : Karthala et Pessac : MSHA, 415 p.

BRUNEAU Michel, 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris: Anthropos.

CHEVENEMENT Jean-Pierre, 2008, « La reconnaissance du Kosovo, c'est une triple faute ». [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr), [mis en ligne le 22/02/2008].

CHIVALLON Christine, 1994, « Deux notions pour comprendre l'expérience sociale de l'espace : réseaux sociaux et territoires ». *Cahiers de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines*, n° 3, pp. 73-90.

CLIFFORD James, 1994, « Diasporas », *Cultural Anthropology*, vol. 9, n° 3, pp. 302-338.

DERENS Jean-Arnault, 2008, « Kosovo : l'indépendance, et après ? », <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-02-17-Kosovo> [mis en ligne février 2008].

DUBOIS Stéphane, 2008, « Le Kosovo indépendant : pâle avatar d'une communauté internationale inconséquente ? ». <http://www.operationspaix.net/-minuk-> [Mis en ligne le 7 mars 2008].

DUFOIX Stéphane, 2003, *Les Diasporas*. Paris: PUF (Que sais-je?), 127 p.

DUFOIX Stéphane, 2005, « Notion, concept ou slogan : qu'y a-t-il sous le terme de " diaspora" ». in : ANTEBY-YEMINI L., BERTHOMIERE W., et SCHEFFER G. (dir.), *Les diasporas, 2000 ans d'histoire*, pp. 53-63, Rennes : Presse universitaire de Rennes.

GEORGIU Myria, 2002, « Les diasporas en ligne, une expérience concrète de transnationalisme ». *Hommes et migrations* n° 1240, pp. 10-18.

GJELOSHAJ Kolë , de WAELE Jean-Michel, 1999, « La République d'Albanie et la question du Kosovo ». *Cemoti*, n° 29 - La question humanitaire - L'Albanie. URL: <http://cemoti.revues.org/document621.html> [Consulté le 1er juillet 2008].

GLASSEY Olivier, PFISTER GIAUQUE Barbara, « Liens numériques, lien social ? Analyse des rapports entre innovations technologiques et dynamiques sociales », Communication au colloque

« TIC et inégalités : les fractures numériques », Paris, 18-19 novembre 2004, <http://www.ett.upsud.fr/digitaldivide/> [consulté le 18.06.2008].

GRASSMUCK Volker, WAHJUDI Claudia, 2000, « Digitale Diaspora ». *Mikro.lounge* #29, <http://mikro.org/Events/20001206/txt.html>

HILLER Harry H., FRANZ Tara M, 2004, « New Ties, Old Ties and Lost Ties: the Use of the Internet in Diaspora ». *New Media & Society*, vol. 6, no 6, pp. 731-752.

ISENI Bashkim, 2005. « Les diasporas albanaises en Europe : le cas suisse ». [http://balkans.courrier.info/imprime.php3?id\\_article=5103](http://balkans.courrier.info/imprime.php3?id_article=5103) [mis en ligne le 10 février 2005, consulté le 21 juillet 2008].

JUDAH Tim, 2008, « Kosovo : le tour de passe-passe de Ban Ki-Moon », article paru dans BIRN (Balkan Investigative reportin network) le 16 juin 2008, traduit par Stéphane Surprenant, <http://balkans.courriers.info/article10717.html> [mis en ligne le 18 juin 2008].

KEARNS A. and R. FORREST, 2000, « Social Cohesion and Multilevel Urban Governance ». *Urban Studies* vol 37, n° 5-6, pp. 995-1017.

KAUFMANN Vincent, 2005, « La ville-potential », *in*: Versteegh P. (dir.), *Méandres : penser le paysage urbain*. Lausanne: PPUR, pp 47-65.

LENOIR-ACHDIJIAN Annick, 2004, « Ambivalence dans la représentation de soi des Arméniens de la diaspora ou la difficulté de n'être à la fois ni d'ici, ni de là-bas, mais de l'entre-deux ». *Canadian Ethnic Studies/Etudes ethniques au Canada*, vol. 36, n° 2.

LIMA Stéphanie, 2007, « Le dépassement des territoires. Bâisseurs et passeurs d'espaces » (version provisoire). Communication au colloque « Territoires, territorialité, territorialisation : et après ? », Grenoble, 7-8 juin 2007.

MA MUNG Emmanuel, 2004, « Dispositif économique et ressources spatiales: éléments d'une économie de la diaspora ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 8, no 3, pp. 175-193.

MA MUNG Emmanuel, 1999, « La dispersion comme ressource », *Cultures & Conflits* n°33-34 pp. 89-103. <http://www.conflits.org/document225.html> [consulté le 18.06.2006].

MASSON Diane, 2000, « La Serbie depuis la mort de Tito : recomposition ou décomposition ? ». *Regard sur l'Est*, n° 22, septembre 2000, pp. 8-12.

NEDELUCU Mihaela, « Vers une nouvelle culture du lien : le e-pratiques locales et transnationales des migrants roumains hautement qualifiés », *in*: Nedelcu M. (dir.), *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles*. Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 77-103.

NEDELUCU Mihaela, 2003 « Les technologies d'information et de communication : support de l'émergence d'une diaspora roumaine ? ». *Balkanologie*, vol. VII, n° 1, juin 2003, <http://balkanologie.revues.org//index468.html> [mis en ligne le 19 mai 2008, consulté le 17 juin 2008].

NEDELICU Mihaela, 2009. « L'e-diaspora scientifique roumaine : une réponse au *brain drain* à l'ère du numérique ». *Revue économique et sociale*, vol. 67, n° 2 / juin 2009, pp. 113-119.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1999, Résolution 1244 du Conseil de sécurité. 10 juin 1999, <http://www.un.org/french/docs/sc/1999/99s1244.htm>

PERROT Odile, 2008, « Kosovo : conflits autour d'un peuplement ». *Alternatives internationales* n° 38, mars 2008, pp. 10-14.

PFISTER GIAUQUE Barbara, 2002, *Lien social, organisation et insertion : pour une appréhension des mécanismes d'intégration sociale*. Montréal : Université du Québec (INRS-UCS).

PIOLLE 1990-1991, « Proximité géographique et lien social, des nouvelles formes de territorialité ? ». *Espace géographique*, n° 4, pp. 349-358.

PIOLLE Xavier 2001, « Les NTIC dans la mouvance de la déterritorialisation » in : Vodoz Luc (dir.). *NTIC et territoires : enjeux territoriaux des nouvelles technologies de l'information et de la communication*. Lausanne, PPUR, pp. 131-145.

POLITIK-DIGITAL.DE 2002, « Vernetzte Diasporas ». <http://politik-digital.de/archiv/globalisierung/diaspora.shtml> [consulté le 3 octobre 2006].

PREVELAKIS Georges, 1996, *Les réseaux des diasporas*. Paris, Nicosie: L'Harmattan, KYKEM.

PUTNAM Robert, 1995, « Tuning in, Tuning out: the Strange Disappearance of Social Capital in America ». *Political Science and Politics*, vol. 28, n° 4.

RAFFESTIN Claude, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*. Paris: Litec.

REMY Jean, 2004. « Culture de la mobilité et nouvelles formes de territorialité » in : Vodoz Luc, Pfister Giauque Barbara, Jemelin Christophe (dir.) *Les territoires de la mobilité : l'aire du temps*. Lausanne, PPUR, pp. 13-42.

RUEGG, Jean, COMBY Patricia, DOUSSE David, 2001, « NTIC, mouvements sociaux et nouvelles territorialités » in : Vodoz Luc (dir.). *NTIC et territoires - Enjeux territoriaux des nouvelles technologies de l'information et de la communication*. Lausanne, PPUR, pp. 265-283.

SAFRAN William, 1991, « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return », *Diaspora*, vol. 1, n° 1, 83-99.

SCOPSI Claire, 2006, « Web et radio numériques: les nouveaux médias diasporiques ». *Observatoire des Usages de l'Internet*, <http://www.oui.net/modules/wfsection/article.php?articleid=48>

TALL Serigne Mansour, 2003, *Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication*. Genève: UNRISD [Technologie, entreprise et société. Document du programme n° 7].

WONG Loong, 2003, « Belonging and Diaspora: the Chinese and the Internet ». *First Monday*, vol. 8, n° 4 (April 2003), [http://firstmonday.org/issues/issues8\\_4/wong/index.html](http://firstmonday.org/issues/issues8_4/wong/index.html)

VODOZ Luc, PFISTER Barbara, BLASER Jeremias, 1998, *Internet et politique en Suisse : quel impact pour les organisations intermédiaires ?* Berne : Conseil suisse de la science, 108 p.

VODOZ Luc, ROSSEL Pierre, PFISTER GIAUQUE Barbara [et al.], 2005, *Ordinateur et précarité au quotidien : les logiques d'intégration provisoire de la formation continue*. Programme national de recherche « Intégration et exclusion » (PNR 51), rapport final, Lausanne : EPFL, CEAT, ILEMT.

## **Sites Internet**

Le Courier des Balkans : <http://balkans.courriers.info>

Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (ENST, Paris) : <http://www.enst.fr/>

Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH, Paris) : <http://www.msh-paris.fr>

Institut National de l'Audiovisuel (INA, Paris) : <http://www.ina.fr>

Laboratoire Migrinter (Poitiers) : <http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/>

ONU, mission des Nations unies au Kosovo : <http://www.un.org/french/peace/kosovo/index.shtml>

Politique cantonale en matière d'intégration : <http://www.integrationvaud.ch/>

Programme d'études sur l'usage des TIC dans les migrations (FMSH, Paris) : <http://www.ticm.msh-paris.fr>

Sciences et technologies de l'information et de la communication - Documents et contenus - CNRS (RTP-DOC) : <http://rtp-doc.enssib.fr/sommaire.php3>

Transnational Communities programme (E.S.R.C. - Economic & Social Research Council) : <http://www.transcomm.ox.ac.uk>